



LE GOUVERNEMENT CATALAN

M. Pompeu FABRA

Né à Barcelone en 1869. Ingénieur et professeur à l'École des Ingénieurs de Bilbao, il se révéla bientôt comme philologue émérite, et ses thèses sur la grammaire et l'orthographe du catalan moderne tranchèrent sur l'incertitude où se trouvaient, au début du siècle, la plupart des auteurs catalans. Il contribua, aux côtés d'Enric Prat de la Riba, à la fondation de l'Institut des Etudes Catalanes, qu'il préside, et a formulé, au cours des dernières quarante années, les règles grammaticales et orthographiques de la langue catalane, en publiant plusieurs grammaires et le « Dictionnaire Général ». Il n'a jamais eu d'activité politique, mais a toujours été un catalaniste militant et appartient au parti d'Action Catalane Républicaine. Son autorité et son prestige débordent le cadre des partis. Professeur de l'Université Autonome de Barcelone. Docteur *honoris causa* de l'Université de Toulouse.

M. Carles PI I SUNYER

Né à Barcelone en 1887, ingénieur et professeur, auteur d'importants ouvrages scientifiques et littéraires. Il fut ministre, représentant du parti de la Gauche Républicaine de Catalogne, auquel il appartint dans le Cabinet Martinez Barrio, en 1932. Premier ministre du Gouvernement de la Généralité en 1933. Il fut élu maire de Barcelone en 1934, fut emprisonné par suite du mouvement d'octobre de la même année et replacé dans ses fonctions après les élections de février 1936. En 1937, il devint Ministre de l'Education Nationale du Gouvernement de la Généralité, et il exerça cette charge jusqu'en 1939.

M. Josep XIRAU

Né à Figueras en 1893. Avocat et Professeur de Droit comparé à l'Université de Barcelone. Il a toujours milité dans le socialisme et a été député. Son grand prestige comme juriste et spécialiste en droit international l'a fait intervenir à plusieurs reprises dans la politique active.

M. le Président

Josep IRLA

Né à San Feliu de Guixols (Gerone) en 1876. Elu pour la première fois Conseiller municipal républicain de sa ville natale en 1905. Maire en 1917. Elu député provincial (Conseiller général) en 1919. Est réélu sans interruption jusqu'en 1921 date à laquelle les Conseils Généraux et la *Mancomunitat* (premier gouvernement autonome de Catalogne) étaient dissous par le dictateur Primo de Rivera.

Aussitôt la proclamation de la République et la constitution d'un gouvernement catalan autonome en 1931, sous la Présidence du colonel Maciá, le Président Irla fut nommé commissaire du Gouvernement pour le territoire de l'ancienne province de Gerone.

Elu député au premier Parlement catalan en 1932. Directeur général de l'Industrie au ministère de l'Economie nationale de la République espagnole en 1933. Directeur de l'Assistance publique de la Catalogne en 1934 et en 1936, jusqu'à la guerre civile. Elu Président du Parlement de la Catalogne en 1938, il occupa, aux termes de la Constitution intérieure de la Catalogne, le poste de Président de la Généralité de Catalogne (gouvernement), depuis la mort du Président Lluís Companys, livré par la Gestapo et le gouvernement de Vichy à Franco et fusillé par celui-ci en 1940.

M. ROVIRA I VERGILI

Né à Tarragone en 1882, journaliste et écrivain de mérite, il est surtout connu comme historien, ayant à son actif, parmi bien d'autres ouvrages, la monumentale « Histoire Nationale de Catalogne ». Il est intervenu activement dans la politique catalane. Fut un des fondateurs du parti d'Action Catalane. Actuellement, il milite dans la Gauche Républicaine de Catalogne et est le Président du Parlement Catalan.

M. Josep CARNER

Né à Barcelone en 1884. Ecrivain et diplomate. Il est l'un des plus illustres poètes de Catalogne. Son activité littéraire a été très féconde et a contribué grandement à redonner à la langue catalane son prestige et son élégance. Il est membre de l'Institut des Etudes Catalanes et a occupé plusieurs postes dans la carrière diplomatique ; pendant la guerre, il était Ministre plénipotentiaire d'Espagne à Paris. Il a vécu ces dernières années au Mexique, où il a publié plusieurs livres. Quoiqu'il ait toujours milité dans le catalanisme, il n'avait jamais encore eu d'intervention politique.

M. Joan COMORERA

Journaliste et instituteur. Militant socialiste, il fut plusieurs fois député et devint ministre du Gouvernement catalan en 1934. Avec le Président Companys et le reste du Gouvernement, il fut emprisonné et condamné, après le mouvement révolutionnaire d'octobre 1934. Libéré en février 1936, il devint à nouveau Ministre de l'Economie. Après le début de la guerre d'Espagne, et en sa qualité de secrétaire général du parti socialiste unifié de Catalogne, il eut un rôle marquant dans la politique catalane et occupa, depuis 1937 jusqu'à la fin de la guerre, le ministère de l'Economie dans le Gouvernement catalan.

Après la constitution du nouveau gouvernement

Une déclaration de M. le Président du gouvernement de Catalogne

Ainsi que le dit la note officieuse communiquant la Constitution du Gouvernement, celui-ci est un gouvernement d'unité catalane. Il l'est autant par la personnalité de ceux qui le composent que par la ferme intention qui l'a motivé. Notre désir est que, plus tard, il s'élargisse. En attendant, et dès maintenant, peuvent s'y sentir représentés tous ces secteurs idéologiques dont la participation n'est pas assurée d'une façon explicite.

Il est nécessaire que le Gouvernement soit conçu sous le signe de l'unité catalane. En effet, la tâche que nous avons devant nous a un caractère national et tous les Catalans ont le droit et le devoir d'être présents au moment de la reconquête et du relèvement de la Catalogne.

Lorsque le Gouvernement a été constitué, nous avons adressé nos salutations au Président et au Gouvernement de la République. Nous avons le désir de maintenir, comme il se doit, d'étroites et cordiales relations avec le dit gouvernement, sur un plan de mutuelle compréhension et de respect. Nous sommes sûrs de pouvoir unir nos efforts afin d'atteindre nos objectifs communs.

Nous avons toujours considéré que la loyauté à la République ne pouvait en aucune façon limiter les droits de notre peuple qui dérivent de notre personnalité nationale. Nous accomplissons librement et en pleine responsabilité les tâches que les heures présentes nous imposent. Nous ne laissons cependant pas de revendiquer pour notre peuple le droit de se gouverner selon sa volonté démocratique.

Nous saluons aussi le Gouvernement de l'Euzkadi et le Conseil National de Galice. Nous réaffirmons notre intention d'agir résolument aux côtés des Basques et des Galiciens et aussi des démocrates espagnols qui voudront travailler à la création d'une Espagne où les principes que la Catalogne, l'Euzkadi et la Galice représentent soient admis et respectés.

Le but immédiat du Gouvernement est

Un communiqué de la présidence de la Généralité de Catalogne annonce la constitution d'un gouvernement catalan en exil.

M. Carles Pi Sunyer, ancien président du conseil, ayant cru devoir renoncer à la mission qui lui avait été confiée de constituer le nouveau gouvernement, c'est le président de la Généralité, M. Joseph Irla, qui assume personnellement la présidence du nouveau cabinet. M. Joseph Irla, ancien président du Parlement catalan, a recueilli, en novembre 1940, la succession du président Compagnys, fusillé à Montjuich.

Le nouveau cabinet est constitué comme suit : Président : M. Joseph Irla. Conseillers : MM. Pompée Fabra, professeur d'Université ; président de l'Institut de Catalogne, Charles Pi Sunyer, ancien président du conseil, membre du parti de la gauche républicaine de Catalogne ; Rovira Virgili, historien, président du Parlement catalan ; Joseph Carner, écrivain, ministre plénipotentiaire, ancien conseiller de l'ambassade d'Espagne à Paris ; Jean Comorera, journaliste, secrétaire général du parti socialiste unifié de Catalogne ; Joseph Xirau, professeur d'Université, ancien député socialiste.

Ce cabinet restreint, dont font partie des personnalités représentatives, jouissant d'un prestige incontestable dans la vie politique et intellectuelle de la Catalogne, a été constitué dans un but d'unité catalane. Dans ce même but, le Président Irla se réserve de faire appel, le moment venu, à des nouveaux concours.

de travailler résolument à la disparition du régime actuel de l'Espagne et au remplacement de ce régime par un autre, celui-ci stable et juste, qui rétablira la liberté et la paix civile.

D'accord avec ce premier objectif, nous saluons avec émotion tous les Catalans qui, en Catalogne même, parmi les dangers de la répression, ne cèdent pas dans leur résistance au régime oppresseur. L'une des tâches primordiales du Gouvernement sera de stimuler et de coordonner l'action des diverses forces résistantes, de façon que celles-ci puissent agir avec le maximum d'efficacité et le maximum de coordination.

Le deuxième but du Gouvernement est de donner le plus tôt possible la parole au peuple, au moyen d'élection catalanes réalisées avec toutes garanties d'impartialité, pour laisser ensuite le pouvoir au nouveau gouvernement fort de la volonté démocratiquement exprimée par le pays.

Nous connaissons les impératifs du moment, ainsi que la nécessité de trouver une issue à la tragique situation qui est celle de l'Espagne sous le régime franquiste. Pour réaliser cela, notre concours sera toujours accordé à ces directives internationales qui doivent présider le monde de la paix. Nous saluons pourtant les Nations Unies victorieuses, dont nous avons toujours considéré la cause comme étant la nôtre.

Avant tout, nous devons donner l'assurance que nous pouvons établir un régime stable et ordonné, qui soit capable d'assurer une large organisation de progrès économique et social, conditions aujourd'hui indispensables pour la réalisation de toute action gouvernementale solide. Nous avons devant nous la tâche de reconstruction nationale. C'est pour atteindre ce but, pour atteindre ces objectifs, immédiats ou éloignés, que le Gouvernement de Catalogne s'est constitué.

Paris, 14 septembre 1945.

Une réponse de Mr. Churchill au dictateur Franco

Paris 19 Septembre. — Aujourd'hui a été révélée à la presse la teneur exacte des lettres échangées par Mr. Churchill et le dictateur Franco en octobre 1944. Franco y offrait ses bons services contre la mauvaise foi de la Russie bolcheviste et concluait qu'il était urgent de bâtir un bloc occidental.

Mr. Churchill lui répondait notamment :

En fin, le Gouvernement de Sa Majesté s'est aussi vu maintes fois placé en face d'activités peu en rapport avec la politique de neutralité de l'Espagne. Il est inutile que

j'entre ici dans les détails, car l'Ambassadeur de Sa Majesté à Madrid en a discuté à diverses reprises avec votre Gouvernement. Je crois toutefois devoir mentionner la suppression arbitraire, en 1940, du régime international de Tanger en violation des deux traités que l'Espagne avait signés ainsi qu'un certain nombre de discours prononcés par Votre Excellence dans lesquels vous faisiez des allusions dédaigneuses à la Grande Bretagne et à d'autres personnalités des Nations Unies et parliez de leur défaite en disant que celle-ci était inévitable et souhaitable ».

Maintenant que la guerre touche à sa fin et que l'on trace des plans pour l'avenir de l'Europe et du monde entier, le Gouvernement de Sa Majesté ne peut pas ne pas tenir compte de l'attitude passée du Gouvernement espagnol et de l'activité délibérément hostile du parti phalangiste, reconnu comme la fondation de la structure politique de l'Espagne actuelle. Il ne peut pas non plus oublier que la Phalange a maintenu des relations étroites avec le parti dictatorial nazi en Allemagne et avec les fascistes italiens.

NATIONALISME DEMOCRATIQUE

Nous avons exposé dans nos précédents numéros plusieurs des problèmes péninsulaires. Tour à tour, nous avons examiné l'intervention des militaires et ensuite l'influence d'une Eglise, catholique, certes, mais fort peu chrétienne. Nous avons essayé ensuite de présenter succinctement au lecteur le problème des grands propriétaires terriens, puis celui, plus grave et aussi vivant que tous les autres : le problème des nationalités.

Aujourd'hui, nous traiterons d'un problème qui se confond — quoique cela puisse paraître étonnant — avec celui des nationalités : la relation des forces démocratiques de la Péninsule. En effet, la Péninsule présente une particularité nouvelle : le nationalisme y renaît sans être conservateur ou réactionnaire. Au contraire, il est le ressort de notre action démocratique au sein de la communauté ibérique.

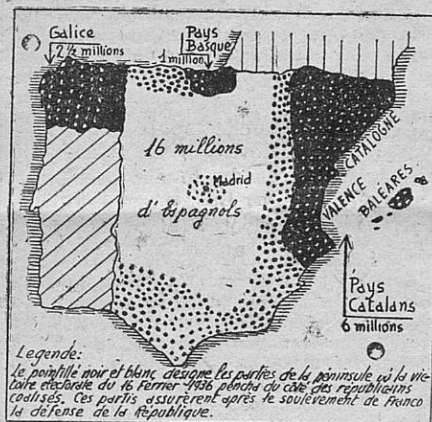
Tout le monde sait le rôle que la Catalogne a joué en 1931, lors de l'avènement de la République. On sait également que cette dernière, au cours de son existence de huit ans, n'eut pas de bastion plus puissant que la Catalogne. Son attitude de loyauté envers ce régime ne peut pas offrir de doutes. Tous les partis de la Catalogne, de l'extrême droite jusqu'à l'extrême gauche, étant républicains, ont dû subir de la part de Franco le même traitement : la dissolution et l'exil.

Il serait trop long de chercher des preuves dans un passé trop lointain. Nous nous reporterons à la dernière lutte électorale du 16 février 1936 pour illustrer nos arguments. Comme le démontre le graphique reproduit sur cette page, les partis démocratiques groupés sous le « Frente Popular Español » et le « Front popular català » eurent raison de la coalition adverse. Le mouvement insurrectionnel qu'amena, six mois plus tard, cette victoire électorale si bien, n'attira pas dans son sillon la totalité des partis de droite espagnols, ce fut tout de même dans leurs rangs que Franco puisa pour obtenir la force et la cohésion qui lui étaient nécessaires.

Un examen attentif du graphique permettra au lecteur de constater que l'étendue du territoire acquis aux idées républicaines et démocratiques correspond à peu près aux territoires des nationalités opprimées. Cela, compte tenu naturellement de l'influence expansive que ces foyers démocratiques dégagent et qui s'est traduit par un élargissement au delà de leurs frontières, spécialement en particulier au sud des pays catalans. Ceci nous amène à considérer que, si nous enlevions ces peuples au contrôle de Madrid, l'Espagne n'aurait jamais connu la démocratie et un bien long stage de réadaptation lui serait nécessaire pour la voir réapparaître. Cela peut expliquer aussi à l'observateur étranger que toutes

les dictatures et « pronunciamientos » aient trouvé un terrain favorable dans cette partie de la péninsule. Ses attaches avec le clergé fanatique et une certaine complaisance qui se mêle à un secret instinct de domination, aident efficacement aux militaires dans ses folles entreprises « d'expansion intérieure ». Et cela sans que toute la population de langue espagnole se rende compte que ces militaires exploitent toujours ses faiblesses centralisatrices pour lui maintenir encore et toujours un système d'Etat et des conditions de vie d'un siècle en retard sur le reste du monde et dont les militaires eux-mêmes sont les premiers profiteurs.

C'est ainsi que l'Espagne proprement dite n'a pas réalisé encore sa transformation agraire et industrielle, tandis que les Pays catalans et l'Euzkadi l'ont réalisé depuis longtemps par leur propre effort. En Galice, pays agricole, les problèmes agraires ne revêtent pas la même



gravité qu'en Espagne. Un autre trait qui démontre la vitalité de ces nationalités est que, sur leurs territoires, la population est plus dense que dans le reste de la Péninsule.

Ce sont ces faits, dont les origines remontent, en ce qui concerne la Catalogne, aux temps les plus reculés de notre histoire, qui sont à la base de la lutte entre la conception catalane et la conception castillane — qui est devenue par la suite la conception espagnole. — La Catalogne a toujours été démocratique, et ces faits nous prouvent qu'elle l'est toujours. La Castille fut dans le passé autocratique et malheureusement continue de l'être.

Notre esprit démocratique fut à la base de notre florissante Confédération du Moyen-Age. En voilà un exemple typique : lorsqu'une délégation de la ville de Valence se plaint amèrement au roi Alphonse le Bon de ce que lui, le roi, ait donné en fief aux fils de son épouse castillane des terres valenciennes, la

reine se mêle à la conversation : « Sire, mon frère, le roi de Castille, n'écouterait de tels propos; mais bien les ferait tous décapiter ». Sur quoi le roi répond : « Reine, notre peuple est libre et non privé de droits comme le peuple de Castille ».

Une autre preuve de cet esprit démocratique racial nous est fournie par la formule officielle par laquelle les rois catalans étaient couronnés devant le Parlement — le premier du monde fonctionna à Barcelone en 1226 — : « Nous qui, pris séparément, valons autant que Vous et qui, ensemble, valons plus que Vous, nous Vous consacrons notre roi si Vous jurez respecter nos libertés; sinon non ».

C'est cette tradition millénaire démocratique qui a donné sa force au nationalisme catalan. Il s'est aguerri — il faut le reconnaître — par l'interminable lutte politique contre la monarchie centralisatrice et absolutiste. C'est lui encore qui peut se vanter de tenir ouverte à la Péninsule la porte par où le monde civilisé pénètre, amenant avec lui un flot de libération sociale, industrielle et intellectuelle, en dépit des efforts de la réaction espagnole. Et cela est ainsi, non pas parce que la nature nous a accordé une situation géographique favorable, mais du fait de notre propre effort et de notre croyance collective dans la liberté des hommes et des peuples. Notre chantre Magarall voyait juste lorsqu'il disait : « L'âme catalane est l'âme de l'humanité filtrée à travers la terre catalane ».

Ce sens inné de la démocratie et de la liberté suffit à lui seul pour expliquer les hauts et les bas de l'histoire catalane : « A l'époque de l'autocratie et de la monarchie absolue, nous avons dû descendre de la scène historique et faire place à d'autres peuples plus propres à réaliser les idées du temps », dit Pelliscena, un de nos critiques historiques. Et il ajoute : « Aujourd'hui, par contre, les mauvais jours où notre entité nationale était en contradiction avec les courants vainqueurs de l'époque sont révolus. Aujourd'hui, l'esprit du siècle est notre allié; aujourd'hui, l'harmonie règne entre les exigences de l'heure et nos convictions les plus intimes; aujourd'hui, la Catalogne s'épanouit : le temps de sa mission est revenu ».

L'opinion espagnole commence tout juste à se rendre compte de la nécessité d'en finir avec cette politique unitaire et anti-libérale dont les Bourbons furent les champions. La République de 1931 essaya timidement d'y porter remède par des statuts d'autonomie. Ces statuts n'ont pas satisfait les nationalités reconnues et ne leur ont jamais octroyé assez de moyens pour réaliser dans une complète liberté ce que les Pays Catalans, l'Euz-

L'ESPAGNE FRANQUISTE, VUE

Ce qui se passe en Espagne

Barcelone, 13 Août. — MM Alcalá Zamora et Alejandro Lerroux, anciens Président de la République espagnole et Président du Conseil des Ministres respectivement, ont été autorisés à rentrer en Espagne. M. Alcalá Zamora, qui se trouve en Argentine, a refusé de rentrer tant que Franco sera au pouvoir. M. Lerroux, qui réside au Portugal, n'a pas répondu à cet appel.

Barcelone, 15 Août. — Tous les journaux phalangistes se sont évertués à défendre le régime franquiste visé par la note publiée à Potsdam. Ainsi «Arriba», à défaut d'arguments, trouve que la réponse de Franco «est à la mesure de l'Espagne». Aucun peuple ne possède le sens de l'Honneur plus que nous, et personne ne pourra manquer de le reconnaître. Les preuves sont maintenant données, tant à l'intérieur qu'à l'étranger: notre volonté est unanime pour conserver la paix.

«Ya», se rapportant toujours à cette note, écrit: «Même si elle doit contrarier ses ennemis, l'Espagne maintiendra son flambeau à la face du monde; elle gardera son attitude de dignité. Le peuple espagnol est complètement d'accord avec la note du gouvernement» (?).

Barcelone, 15 août. — Radio National d'Espagne, poursuivant sa campagne de dis crédit sur l'Armée Rouge, s'évertua dans son émission d'hier à convaincre ses auditeurs que le passage des armées soviétiques était jalonné de vols, meurtres et viols.

Une feuille clandestine parue ces jours-ci à Barcelone rappelle à la population catalane les méthodes employées par les troupes maures de Franco lors de l'occupation militaire effectuée en 1939. Ces méthodes, dit-elle, n'ont rien à envier aux actes qu'on prétend commis par les soldats de l'URSS.

Nationalisme démocratique

(Suite de la pag. 3)

kadi et la Galice devaient devenir pour le bien et la sécurité de la République elle-même: des bastions capables de vaincre par leur propre action la révolte des éléments anti-démocratiques qui, fatalement, devaient se soulever contre un régime qui les avait maintenus aux postes de commandement. Ainsi, le 19 juillet 1936, jour de la révolte, trouva Franco et ses amis aux postes de commandement des régions militaires du pays.

La Catalogne et, avec elle, les autres nationalités péninsulaires, ont assuré toujours par leur action démocratique aux urnes la vie de la République espagnole. Lorsque nous obtiendrons à nouveau un jour par les urnes le droit de mesurer notre liberté, nous, les Catalans, sommes tous d'accord pour exiger que nos relations avec la péninsule soient assurées par des institutions nouvelles qui nous donnent la possibilité de nous défendre victorieusement contre les attaques des ennemis de la démocratie et de la liberté.

Barcelone, 15 août. — Le gouvernement franquiste a décidé qu'en l'honneur de la cessation des hostilités et de la victoire des Nations Unies, le drapeau serait hissé sur tous les bâtiments officiels. En outre, trois jours de congé officiel ont été prévus.

Barcelone, 16 août. — Des nouvelles parvenues de Séville confirment la rumeur propagée depuis quelques jours, selon laquelle les défenses côtières face à Gibraltar devaient être détruites. En effet, il vient d'être confirmé que les soldats de l'armée franquiste font sauter à la dynamite les forts qui gardent la côte de la péninsule reliant l'Espagne à Gibraltar. Ces fortifications avaient été construites en 1940 lorsque l'Ambassade de Grande-Bretagne était entourée chaque jour par des formations phalangistes qui réclamaient le déclenchement d'une attaque contre ce pays et la reprise du fameux rocher.

Barcelone, 16 août. — Le décret, ordonnant que des drapeaux soient posés dans tout le pays à l'occasion de la fin de la guerre, est précédé par un préambule ainsi rédigé:

« Avec la reddition inconditionnelle du Japon aux Alliés, la paix si ardemment désirée a été obtenue. Malgré la situation critique dans laquelle elle s'est parfois trouvée, l'Espagne a réussi à maintenir sa neutralité dans ce terrible conflit et s'est imposée à elle-même, dès le premier instant, la noble tâche d'adoucir les souffrances des victimes et d'aider à la réconciliation des nations en guerre. Elle a reçu avec joie la nouvelle de la paix et prie Dieu afin que dans un esprit constructif, les nations du monde parviennent à établir une communauté internationale inspirée par un sens profond de la justice qui fasse disparaître à jamais le cauchemar de la guerre. »

Comment le gouvernement franquiste peut-il parler ainsi? Des centaines de milliers de personnes ont souffert dans les prisons, les camps de concentration et autres lieux de torture. Comment peut-elle, l'Espagne franquiste, prier Dieu, et laisser les blessés républicains sans aucune aide morale ni matérielle? Comment ose-t-il parler de réconciliation, lorsqu'il n'a pas su la réaliser là où son pouvoir s'étendait? Comment croire que des militaires peuvent haïr la guerre, après en avoir déclenché une — la plus meurtrière peut-être — de leur propre volonté, et l'avoir féroce conduit pendant presque trois ans?

Barcelone, 16 août. — On apprend aujourd'hui que l'ambassadeur de Grande-Bretagne, Sir Victor Mallet, s'est entretenu pendant deux heures le 13 août avec le ministre franquiste des Affaires étrangères, M. Martin Artajo.

Barcelone, 17 août. — M. Martin Artajo, ministre des Affaires étrangères, a rendu visite aux ambassadeurs des Etats-Unis et de Grande-Bretagne et leur a présenté les félicitations officielles du gouvernement franquiste à l'occasion de la victoire alliée sur leur dernier ennemi.

Barcelone, 22 août. — Les milieux franquistes se montrent satisfaits à l'extrême du discours prononcé par M. Bevin. On croit pouvoir constater que le gouvernement britannique accorde encore un certain temps au général Franco pour procéder à des réformes susceptibles de faire accepter un gouvernement espagnol.

Toutefois, Franco ne semble guère enclin

à se presser dans le chemin des réformes. On annonce une réunion du Cabinet pour la fin du mois d'août ainsi que l'intention de transformer en loi le récent décret qui enlevait à la Phalange, en tant qu'organisation, le contrôle de la Presse. Une autre loi abolirait la censure directe de la presse.

Barcelone, 22 août. — Sous le titre « L'Espagne n'admettra jamais un régime communiste », le speaker de Radio Nationale d'Espagne dans son émission du 21 août cherchait à convaincre ses auditeurs que la République de 1931 à 1939 était une république bolcheviste. Oubliant volontairement que le pays venait, le 16 février 1936, de se prononcer aux urnes pour les républicains par une majorité écrasante, le speaker phalangiste avait l'effronterie de dire: « Les Espagnols ont su dire ce qu'ils pensaient de ce gouvernement de meurtre qui voulait s'imposer dans le pays. Ils exprimèrent leur dégoût de voir ces meurtriers, ces incendiaires, ces agitateurs, ces affameurs du peuple, ces distributeurs de misère qui voulaient s'emparer de l'Espagne toute entière et la réduire en esclavage. »

Barcelone, 23 août. — M. Nicolas Franco, frère du dictateur espagnol et ambassadeur du gouvernement phalangiste à Lisbonne, a également déclaré qu'il fallait, selon lui, que le général Franco laissât le pouvoir à un groupe de généraux « modérés » qui maintiendraient l'ordre jusqu'à ce que le retour à un autre régime soit décidé par des élections libres.

Barcelone, 24 août. — M. Martin Artajo, ministre des Affaires étrangères du gouvernement Franco, a fait à la presse des déclarations au cours desquelles il a attribué aux intrigues du « Communisme athée » et des exilés, l'hostilité que l'opinion internationale garde envers le régime actuel de l'Espagne.

Après avoir précisé que la constitution actuelle était basée sur les principes chrétiens et qu'elle ne constituait pas une armature rigide, le ministre a rappelé le discours du général Franco du 17 juillet et a souligné en même temps que « le système politique espagnol aboutira un jour à une monarchie traditionnelle avec laquelle la politique espagnole atteindra une stabilité définitive. »

Le gouvernement de notre pays, a-t-il assuré, s'achemine maintenant vers de nouvelles formes de représentation populaire et de libertés politiques qui seront coordonnées avec celles des pays anglo-saxons.

Plus loin, et pour la première fois dans l'histoire de la diplomatie franquiste, des avances ont été faites, par M. Artajo à l'U.R.S.S. L'Espagne et son gouvernement — a-t-il dit — n'ont rien contre la nation russe; ils ressentent une vive sympathie pour ce peuple. Ils n'ont rien à dire contre le régime soviétique en tant que forme de gouvernement spécial à la Russie. Ce que le gouvernement espagnol ne peut admettre, c'est l'importation des doctrines communistes en Espagne.

Cela a été interprété comme la première tentative visant à être admis aux côtés de l'URSS à la conférence qui s'occupera d'ici six mois, du statut de Tanger.

M. Artajo répéta une fois de plus que le régime franquiste n'a jamais eu de complaisance pour les pays de l'Axe, ce qui lui permet de proclamer que la situation du régime n'est nullement menacée du dehors. Plus loin il a affirmé que rien de définitif ne peut être réglé à Tanger sans Franco.

Barcelone, 24 août. — Des nouvelles parvenues de Madrid rendent compte de l'incertitude qui règne dans les milieux phalangistes. Ce n'est qu'avant-hier que les milieux officiels ont pu prendre connaissance de la teneur exacte des déclarations faites par M. Bevin au Parlement britannique en ce qui concerne l'Espagne. En effet, la version parue dans la presse avait été déformée et tronquée. D'où un optimisme sans bornes que la véritable déclaration du ministre britannique ne justifie d'aucune façon.

On prétend dans des milieux bien informés que M. Martin Artajo mènerait l'opposition contre la Phalange au sein du gouvernement. Toutefois on admet que le résultat de la prétendue politique d'opposition de M. Artajo n'a apporté aucun changement appréciable, étant donné que la Phalange reste la force réelle du régime et du dictateur Franco. La question d'un appui éventuel de la part des militaires en faveur de la politique de liquidation de la Phalange soi-disant entreprise par M. Artajo, semble être vouée à un échec.

Quoique le régime franquiste compte encore sur des forces considérables pour retarder sa chute, les éléments phalangistes n'en sont pas moins paralysés par leur crainte des conséquences qui pourraient découler de toute mesure — même limitée — contre le régime actuel. Ils craignent que l'attitude de la Grande-Bretagne et des Etats-Unis demeure hostile envers une dictature militaire ou une monarchie avec un droit de vote conditionné. Ils craignent qu'ainsi se trouve ouverte encore davantage la voie du retour pour les exilés, avec ses inévitables conséquences : « les dangers de la démocratie ». Cela explique que, malgré l'impasse où se trouve le régime franquiste, celui-ci soit toujours soutenu par les militaires et autres forces réactionnaires.

Ce point de vue a été remarquablement traité par le journal parisien « Paris-Mondial » :

« Voyez-vous, nous disait un général au service de Franco, notre armée, avec ses 500.000 hommes et son équipement médiocre, n'est pas assez forte pour provoquer ou subir une guerre extérieure, mais elle est assez forte pour mater toute tentative de rébellion des éléments civils qui ne se seraient pas auparavant mis d'accord avec elle.

« Renverser Franco ? ajoutait-il. C'est un jeu d'enfants. En deux heures nous pourrions avoir raison de lui, comme l'armée italienne eut raison de Mussolini. Mais nous ne ferons un coup d'Etat que lorsque nous serons assurés que notre révolte ne déclanchera pas une nouvelle guerre civile. Avant de déclancher la révolte, nous devons avoir défini le régime de l'Espagne de demain. »

Barcelone, 25 août. — Dans un discours prononcé à Vigo devant les pêcheurs, le dictateur Franco a annoncé que des élections syndicales et municipales auraient lieu en Espagne. « Nous n'avons pas peur — a-t-il dit — de l'opinion populaire ; nous ne craignons pas de demander la confiance du peuple. Ma tyrannie consiste à écouter et à servir le peuple. »

Ces prétendues élections seront fondées sur des principes corporatifs. De plus, elles voient le vote limité aux pères de famille ainsi qu'un contrôle serré des idéologies ré-

publicaines, socialistes et communistes.

Le dictateur a ajouté : « Pour nous, Espagnols, ce qui peut être considéré comme extérieur à l'Espagne est sans intérêt ; seuls les problèmes intérieurs nous concernent. »

Barcelone, 28 août. — Des nouvelles recueillies dans les milieux officiels de Madrid laissent prévoir une prochaine déclaration de Franco au sujet de la Monarchie. Quelques mesures activant l'évolution politique du régime sont aussi à prévoir.

Barcelone, 29 août. — Les réactions de la population de la péninsule ont été diverses à l'annonce de la constitution du gouvernement républicain. On attend avec impatience les nouvelles qui confirmeraient la reconnaissance de ce gouvernement par d'autres pays. Une partie de l'opinion semble croire que lorsque les Cortès se seront réunis au Mexique en octobre, le gouvernement républicain sera en mesure de faire des démarches visant sa reconnaissance avec plus de chances qu'en ce moment.

Les milieux franquistes ne cachent pas leur espoir que le transfert du gouvernement républicain en Europe soulève des difficultés qui le rendent impossible. Sachant l'intérêt que les démocraties portent à éviter une nouvelle guerre civile, ils affirment qu'une telle action conduirait inévitablement à des troubles. Quoique le cabinet républicain ne comprenne pas de communistes, les milieux gouvernementaux franquistes considèrent qu'il comprend trop d'éléments de gauche avec lesquels ils jugent impossible le moindre accord. Ces mêmes milieux agitent l'épouvantail d'un bloc « défensif » qui entraînerait un nouveau conflit.

En ce qui concerne l'armée, elle est totalement opposée à un gouvernement républicain, quel qu'il soit. De même pour les monarchistes, qui fondent de grands espoirs sur les démarches que M. Miguel Mateu a entreprises auprès du prétendant Juan.

Barcelone, 2 septembre. — Dans les milieux officiels de Madrid, on annonce que le général Franco aurait l'intention de diriger ses efforts de consolidation du régime dans d'autres sens que celui de la monarchie. A cet effet, on cite que le Caudillo a demandé au chef de la Phalange M. Rodrigo Vivar et à d'autres personnalités phalangistes — toutes adversaires de la solution monarchiste — de lui soumettre leurs propositions pour une « évolution » du régime.

Les milieux de la résistance intérieure sont unanimes à croire que ces consultations et va-et-vient politiques font partie d'un plan prémédité sans autre but que de fatiguer l'opinion internationale tout en effectuant aucun changement profond et avec l'espoir d'arriver à une détente internationale, l'attention des Alliés pouvant se trouver absorbée par de nouveaux problèmes les intéressant plus directement.

Les milieux de la résistance communiquent également la manœuvre amorcée par plusieurs groupes de phalangistes qui ont l'intention de se présenter à l'opinion sous la bannière politique d'un organisme nouveau-né et pseudo-libéral, avec l'intention d'assurer dans la mesure du possible la continuité de la politique franquiste.

Un autre groupe phalangiste serait disposé à accepter même la dissolution de la Phalange comme Parti politique, à condition toutefois de retenir le contrôle absolu des syndicats dits « verticaux » dont font partie des organisations tant patronales qu'ouvrières.

Barcelone, 3 septembre. — On apprend que le ministre des Affaires étrangères M. Martin Artajo a eu d'importants entretiens avec les ministres de Grande-Bretagne et des Etats-Unis. A l'issue de ces rencontres, qui ont eu lieu à Saint-Sébastien, M. Artajo s'est rendu immédiatement à Pazo de Meiras où séjourne le général Franco.

La population a accueilli avec satisfaction la nouvelle que les ambassadeurs anglosaxons se sont montrés très nets dans leurs déclarations. D'après celles-ci, ils n'auraient laissé aucun doute sur le désir qu'exprime l'opinion publique alliée de voir un changement de régime s'opérer en Espagne. Toutefois, on s'accorde à regretter l'attitude toujours « tiède » des démocraties anglosaxonnes qui semblent vouloir laisser une chance au régime franquiste d'opérer par lui-même un changement. Pareil remaniement, accompli par les forces les plus antidémocratiques de la péninsule, ne saurait être satisfaisant.

Tous les milieux démocratiques de la péninsule s'accordent à trouver intempestives — nuisibles même à la cause de la démocratie hispanique — les déclarations répétées des dirigeants anglosaxons, selon lesquelles ceux-ci ne veulent intervenir en aucun cas, si cette intervention doit encourager la naissance d'une lutte armée à l'intérieur du pays.

Ce sont ces manifestations qui ont grandement soulagé les milieux franquistes. Ceux-ci s'empressent de surenchérir et d'affirmer qu'aucune solution compatible avec l'ordre public n'existe en dehors du maintien de Franco, laissant ainsi entendre leur décision de s'opposer par la force à un rétablissement du régime républicain. Les partisans de Franco ne sont pas seuls à spéculer sur la volonté pacifique des démocraties. Les monarchistes, par la voix de M. Oriol, multimillionnaire et royaliste acharné qui s'est rendu dernièrement à Lausanne, ont déclaré à un correspondant de l'United Press qu'ils étaient prêts à s'opposer au rétablissement de la République par la force s'il est nécessaire d'y recourir.

Les publications clandestines suggèrent à MM. Bevin et Byrnes de ne pas adopter une attitude telle qu'elle ne favorise que le régime franquiste qui peut y voir l'assurance d'une nouvelle non-intervention. Une de ces publications conclut : « S'il doit y avoir une nouvelle non-intervention nous demandons qu'elle soit complète, que l'on rappelle tous les ambassadeurs et qu'on ignore complètement notre problème. Il se résoudra alors par lui-même. »

Barcelone, 4 septembre. — La confusion qui, en certains moments, s'empare des milieux officiels de l'Etat phalangiste est remarquablement mise en lumière par le fait qu'à deux reprises les déclarations du ministre des Affaires étrangères — auquel certains prêtent une action anti-phalangiste — ont été censurées en dépit de l'assurance donnée à l'intérieur et à l'extérieur que ces procédés étaient révolus. En effet, la réponse de M. Artajo à la déclarations de M. Bevin a été supprimée de même qu'une interview accordée à un journaliste portugais.

Barcelone, 4 septembre. — Mgr Pla y Daniel, archevêque de Tolède, a traité dans une lettre pastorale divers points qui touchent de près la situation politique actuelle de l'Espagne. Ceci est un cinglant démenti aux affirmations faites dans sa lettre concernant la parfaite neutralité du clergé espagnol à l'égard des Pouvoirs publics. Il a

L'ESPAGNE FRANQUISTE, VUE

défendu plus loin l'église espagnole d'être au service d'un régime étatiste et totalitaire, ce qui ne l'a pas empêché par la suite de prendre la défense du régime franquiste, qui est bel et bien un régime totalitaire et comme tel est maintenu à l'écart des Nations Unies.

Mgr Pla y Daniel, qui appartient à la famille de M. Mateu Pla, délégué franquiste à Paris, a prétendu justifier au cours de sa lettre l'attitude du clergé espagnol pendant la guerre civile et fait un bilan des persécutions dont il fut l'objet. (Dont il fut l'objet de la part d'une population lasse de son intervention en faveur de la réaction, et non de la part des institutions républicaines, tel que ce Primate d'Espagne veut le laisser entendre.) Cela lui permet de parler de véritable Croisade et d'accuser le gouvernement républicain contre lequel se sont soulevés les militaires d'être un gouvernement prisonnier des communistes, alors que ceux-ci avaient dans le Parlement espagnol seulement treize députés élus.

Il se fait l'écho plus loin de la prétendue neutralité de Franco et cite à l'appui le fait que l'Espagne franquiste n'a pas signé le pacte tripartite. Il fait état également de tous les autres arguments auxquels la propagande franquiste nous a habitués. Cela confirme que l'action rebelle du passé et l'action de défense d'aujourd'hui ne sont qu'une seule action.

Il réclame finalement que l'Etat élimine de sa structure tout ce qui peut fournir prétexte à suspicion, bien que le régime actuel ait le droit de résoudre ses problèmes intérieurs et de réorganiser le régime comme il l'entend.

Cette lettre a été considérée comme un nouvel effort en vue de consolider le régime franquiste. En effet, aucune attaque contre le régime n'est à relever dans le texte. Il en assure plutôt la défense devant l'étranger tout en accentuant la note en ce qui concerne l'église et sa neutralité vis-à-vis de la guerre mondiale, de la guerre civile et de la politique totalitaire phalangiste.

On pense chez les observateurs politiques de la péninsule que cette lettre pastorale a été rédigée après consultation du général Franco. On croirait, en effet, entendre ce dernier lorsque Mgr Pla y Daniel repousse « une révision qui ne s'impose pas et qui conduirait à une autre guerre civile saignant l'Espagne et menaçant la paix des nations d'Europe occidentale ».

Barcelone, 10 septembre. — On annonce qu'une des premières mesures marquant la nouvelle « évolution » du régime sera, à titre d'essai, la dissolution de la Phalange dans les villes du Maroc espagnol, Tétouan, Ceuta et autres localités.

Ce qu'on appelle la démocratie organique

Barcelone, 20 août. — De nouvelles indications provenant des milieux officiels franquistes laissent entendre une prochaine suppression de la censure espagnole. Les organisations résistantes de Barcelone nous signalent à nouveau la duplicité d'une telle propagande, les directeurs de tous les organes de la presse quotidienne ou autre appartenant à la Phalange. A ce sujet, nous rappelez au lecteur la nouvelle déjà parue sur

ces pages, selon laquelle aucun journaliste n'était agréé nulle part si sa demande n'était pas accompagnée de son carnet de phalangiste. La dernière disposition franquiste concernant la censure dit : Le directeur sera tenu responsable des nouvelles parues dans les colonnes de son journal et dont la publication porterait préjudice à la sécurité et à l'unité de l'Etat.

Quels changements peut-on espérer dans ces conditions ?

Barcelone, 20 août. — Après avoir vanté pendant des années les qualités surhumaines des dirigeants de l'Axe, tels que Hitler, Himmler, Mussolini, Goering et autres, Radio Nationale d'Espagne en est venu ces derniers temps, étant donné la tournure que prennent les choses dans le monde, à regretter « le chef illustre du gouvernement britannique, M. Churchill ». Quoique M. Churchill se défende d'être un sympathisant du régime franquiste, celui-ci — sa radio le prouve — prend plaisir à trouver, dans les actes de M. Churchill, des signes encourageants. Ainsi, Radio Nationale d'Espagne, dans son émission du 18 août, a présenté à ses auditeurs un compte rendu de la séance du Parlement anglais. Le speaker en a profité pour attaquer M. Laski et en même temps pour rappeler les termes du discours fait par M. Churchill le 24 mai 1944, discours assez favorable au gouvernement franquiste et qui souleva, et pour cause, l'opinion démocratique internationale.

Barcelone, 27 août. — Radio Nationale d'Espagne dans son émission d'aujourd'hui a déversé un flot d'injures contre les exilés et leurs chefs qui, selon les dernières nouvelles, sont en train de former un gouvernement républicain. Après avoir répété à plusieurs reprises la cordialité qui règne entre le régime franquiste et les puissances anglo-saxonnes — citant à l'appui le discours de M. Bevin et les déclarations de M. James F. Byrnes — le speaker a conclu :

« Beaucoup d'exilés sont rentrés et, quoi qu'on en dise, nous ne redoutons pas les dangers de la démocratie que ceux-ci peuvent entraîner avec eux, car nous pouvons affirmer sans crainte d'être démentis que la liberté est avec nous, la liberté bien comprise évidemment. »

Barcelone, 2 septembre. — Une preuve de la duplicité franquiste est apportée par le fait que l'ancien ministre des Travaux publics, le phalangiste M. Alfonso Peña Boeuf, sera dans un proche avenir nommé gouverneur civil de Madrid. De même, cette duplicité est apparue à Barcelone, lorsque le nouveau gouverneur civil, M. Barba, a pris possession du poste de chef départemental de la Phalange. M. Barba, naturellement militaire professionnel et phalangiste notoire, occupa ces postes à la suite de la démission forcée de M. Correa dont le départ fut annoncé à la presse internationale comme une mesure tendant à écarter la Phalange des postes de commande.

Barcelone, 3 septembre. — Selon des nouvelles de source alliée, les autorités alliées comptent entreprendre une campagne énergique contre les agissements des industriels allemands qui ont réussi à camoufler leurs biens en Espagne sous le couvert de naturalisations de dernière heure et autres facilités accordées par le régime franquiste. On sait en effet que les importantes entreprises « Unicolor S.A. » (filiale de la I. G. Farben) possèdent de solides ramifications dans toute la péninsule. De même pour la

« Quimica Comercial y Farmacéutica » qui relève de la maison « Bayer ». La « Siemens Industria Eléctrica » se découvre elle-même. D'autre part il s'est avéré impossible jusqu'à présent de recenser les biens allemands en Espagne. Ils sont toutefois estimés par des experts à plus de 60 millions de livres. Détail caractéristique : les compagnies allemandes se développent avec une grande facilité sur le territoire de la péninsule. C'est dire qu'elles ne manquent pas de fonds.

Barcelone, 3 septembre. — L'esprit démocratique des hommes qui ont été appelés par Franco au pouvoir lors du dernier remaniement ministériel, a été clairement affirmé par M. Artajo dans une interview accordée au journal portugais « Novidades de Lisboa », qui dit notamment :

« Bien que nous nous trouvions actuellement liés aux destins de la nouvelle Europe, nous n'accepterons pas de nous laisser entraîner plus loin que ne l'autorise un esprit de modération bien compris. »

Ce qui revient à dire que l'Espagne aura, par les bons offices de MM. Franco et Artajo, une « démocratie organique bien comprise ».

Barcelone, 5 septembre. — De nombreuses personnalités ennemies du régime de Franco ont été arrêtées. Il s'agit notamment des membres d'un comité de libération du Département de Jaca, composé en grande partie par des juristes, des docteurs et d'autres personnalités. Ceux-ci ont été emmenés à Saragosse.

Cette dernière ville a vu aussi des rafles dont le résultat a été l'emprisonnement de toutes les personnes connues pour leurs sentiments anti-franquistes et qui par leur influence seraient susceptibles de mener la résistance au régime.

Mexico, 7 septembre. — Des personnalités officielles du Département d'Etat ont déclaré qu'il y avait 4.461 firmes européennes sur la liste noire des Etats-Unis. Les chiffres suivants qui ont été donnés sont une preuve de plus de la neutralité franquiste : Finlande 139, Suède 457, Suisse 1.053, Portugal 863, Espagne 1.048, Canaries 62, Maroc Espagnol 56, Tanger 82, Guinée Espagnole 16.

Barcelone, 8 septembre. — Une des questions qui doit être l'objet de discussion entre les délégations commerciales de l'Italie et de l'Espagne est de savoir jusqu'à quel point la dette contractée par l'Espagne franquiste vis-à-vis de l'Italie fasciste pour l'aide militaire apportée à Franco pendant la guerre civile, sera créditée par la livraison d'approvisionnements à l'Italie.

Il est comique de voir les entretiens engagés sur cette voie lorsque le régime phalangiste s'évertue, chaque semaine, à l'occasion des déclarations officielles, à renier totalement l'appui fasciste dont, aujourd'hui encore, on lui présente la facture.

Barcelone, 9 septembre. — Tandis que d'un côté le général Franco semble vouloir orienter sa politique vers une route exempte de toute empreinte phalangiste, d'un autre côté de récentes nominations mettent en relief la duplicité d'une telle propagande. Ainsi le général Muñoz Grande, ancien chef de la Division bleue et criminel de guerre de l'URSS s'est vu accorder voici deux mois un des postes militaires les plus importants de Madrid. Ce poste, il le conserve toujours. Hier le général Emilio Estebane,

ancien chef aussi de la Division Bleue, a été nommé général de division.

Barcelone, 9 septembre. — La mise en scène organisée par le régime franquiste et qui vise à faire croire que la Phalange a été écartée, continue. Le contrôleur de la Presse (il n'y a plus de censeur, mais un contrôleur) a reçu l'ordre de ne plus laisser publier des photos montrant des défilés ou des saluts phalangistes au bras tendu. (Cela veut dire qu'on les pratique toujours.)

La censure pour l'étranger n'existe plus mais les messages envoyés ne parviennent pas à destination. A plusieurs reprises, les dépêches sont retirées parce que « dangereuses pour l'Etat ». En ce qui concerne le contrôle intérieur, le résultat est bien pire puisque toutes les nouvelles sont déformées.

Barcelone, 14 septembre. — Aux termes d'un communiqué publié à l'issue du Conseil des Ministres le privilège de parti unique a été retiré à la Phalange. Il dit à ce sujet uniquement : Un décret supprime le décret numéro 263, du 24 avril 1937. Aucune précision n'a été donnée sur la teneur du texte supprimé. De toute façon, ce décret est inopérant puisque la Phalange dispose de l'appui de l'Etat qui lui confère l'assignation exorbitante qui lui a été faite dans le budget 1945 et rien ne dit qu'en 1946 — si le régime existe toujours — il n'en soit pas de même. Le salut fasciste n'est plus obligatoire, mais il reste autorisé.

Aucune explication n'a été donnée par la presse à la relégation de la Phalange. Mesure en réalité très importante si la fondation des partis monarchistes est autorisée. En effet, ces groupements anti-franquistes de la dernière heure sont aussi un des leviers qui peuvent abattre la dictature phalangiste. Mais on s'accorde à considérer cette nouvelle preuve d'évolution comme destinée à l'usage extérieur.

Paris, 12 septembre. — Selon une dépêche du correspondant de l'Associated Press à Berlin, un rapport a été découvert dans les archives du parti national-socialiste. Un accord secret, y voit-on, était intervenu un an avant la guerre entre la Gestapo et les polices politiques de treize nations dans le dessein d'abattre le communisme ou tout autre mouvement « dangereux » pour chacun des Etats signataires. Des pays se trouvant dans trois continents y avaient apposé leur signature, parmi lesquels l'Espagne de Franco et le Portugal de Salazar.

Franco et les relations avec l'extérieur

Radio National d'Espagne, dans son émission du 13 Août, se plaisait visiblement à annoncer que le résultat des conversations entre les délégués français et espagnols seraient certainement efficaces, étant donné qu'un délégué du Ministère des Affaires Etrangères et un délégué commercial français prennent part aux pourparlers. C'est une preuve de plus, ajoutait le « speaker », de la manière dont nous savons répondre aux attaques. En France, les accusations contre notre régime sont à l'ordre du jour. Les campagnes menées en ce sens par les rou-

ges sont chaque jour plus violentes. Mais nous, nous accueillons les représentants officiels, et nous nous entretenons cordialement avec eux.

Londres, 15 Août. — Il a été confirmé officiellement que le gouvernement espagnol a fait parvenir à Londres une note au sujet de la conférence relative au statut de Tanger qui se tient actuellement à Paris. Le gouvernement franquiste proteste dans cette note contre la présence d'une puissance qui n'est pas intéressée directement par la question à traiter dans cette conférence. Ce communiqué a été adressé à la Grande Bretagne et aux Etats-Unis, ce qui confirme qu'il s'agit bien d'une allusion à l'U. R. S. S. On estime que la note franquiste n'influera en rien sur les travaux de la conférence. La note franquiste ajoutait enfin que le gouvernement du dictateur Franco ne se considérerait comme engagé par aucune décision prise sans sa participation à la Conférence.

Mexico, 22 août. — M. Rodriguez Vega, secrétaire général de l'U.G.T. (Union Générale des Travailleurs espagnols) au Mexique a déclaré que cette organisation enverrait des délégués au Congrès international ouvrier qui se tiendra à Paris en septembre afin que ces délégués puissent réclamer à ce Congrès le boycottage total de l'Espagne franquiste.

Radio Berlin dans son émission d'aujourd'hui a annoncé que le ministre des Affaires étrangères d'Uruguay a invité tous les pays de l'Amérique du Sud à s'unir contre le général Franco et son gouvernement afin de soutenir la politique républicaine espagnole.

Barcelone, 24 août. — Les relations commerciales entre la Grande-Bretagne et l'Espagne franquiste demeurent toujours satisfaisantes, selon l'expression employée par l'Etat national-syndicaliste. A cet effet, les journaux citent le fait que les importations de charbon en provenance d'Angleterre ont plus que doublé depuis novembre dernier.

Mexico, 24 août. — M. James Byrnes, secrétaire d'Etat des Etats-Unis, a abordé, au cours d'une conférence de presse, plusieurs problèmes internationaux. En ce qui concerne l'Espagne, il a déclaré :

« Aucun changement dans la politique américaine à l'égard de Madrid. La politique économique américaine ne changerait que si tel était l'intérêt des Etats-Unis ou de la paix en Europe. »

M. Byrnes, considérant que la nécessité de l'assainissement économique passait avant les questions politiques, a ajouté que les Etats-Unis continueraient d'acheter les produits espagnols (notamment des produits textiles) aussi longtemps que les Américains et les peuples qu'ils secourent en auraient besoin. Il refuse donc de s'engager dans une politique de blocus économique.

Barcelone, 25 août. — Radio Nationale d'Espagne, dans son émission d'aujourd'hui, annonce que le gouvernement américain a décidé de réduire de moitié les droits de douane pour les exportations à destination de l'Espagne.

Barcelone, 25 août. — Un accord économique vient d'aboutir entre la Grande-Bretagne et l'Espagne. Aux termes de cet accord, l'Angleterre fournira des engrais, l'Espagne des fruits.

Mexico, 26 août. — L'Assemblée Nationale d'Equateur s'est adressée au gouvernement, l'invitant à rompre ses relations avec Franco et à reconnaître le gouvernement républicain émigré.

Mexico, 29 août. — Le sénateur cubain Pelayo Cuero Navarro a déclaré que le Sénat cubain recommanderait certainement au président Grau San Martin de rompre les relations diplomatiques avec l'Espagne franquiste. Il a souligné que le fait de continuer des relations avec Franco serait nier la victoire des démocrates.

Mexico, 30 août. — Une résolution de la Chambre des Députés du Pérou en faveur du peuple espagnol a été approuvée. Cette résolution décide : de transmettre un fraternel salut au peuple espagnol qui lutte encore pour la démocratie ; de saluer avec satisfaction une éventuelle rupture diplomatique du gouvernement péruvien avec l'Espagne, jusqu'au moment où celle-ci aura de nouveau des institutions démocratiques et libres ; de porter cette résolution à la connaissance des parlements des Nations Unies et en même temps d'envoyer aux Cortès espagnoles un télégramme de solidarité. La résolution est signée par le président de la Chambre des Députés, M. León Videro et les secrétaires MM. Carlos Paleros et Augusto Uran.

Mexico, 30 août. — Au cours d'une interview accordée à la Presse, le général Batista, de passage au Mexique, a déclaré que toutes les nations américaines se devaient de rompre avec Franco après les accords conclus à la Conférence de San Francisco.

Barcelone, 2 septembre. — La presse vient d'annoncer la prochaine arrivée d'une mission commerciale et financière belge qui a pour mission de conclure des accords commerciaux et financiers avec l'Espagne.

Barcelone, 4 septembre. — Deux délégations commerciales, l'une italienne et l'autre belge, sont arrivées hier à Saint-Sébastien pour engager des négociations avec l'Espagne franquiste.

Mexico, 7 septembre. — Les Etats-Unis envisagent la vente à l'Espagne d'une grande quantité de coton. La Direction Economique estime qu'il n'y a aucun obstacle à ce que les commerçants espagnols achètent du coton aux Etats-Unis car ces achats auront un caractère privé.

Les monarchistes s'agitent

Barcelone, 25 août. — M. Miguel Mateu, représentant officiel du général Franco auprès du gouvernement français, est reparti hier à destination de la Suisse. Son départ, qui coïncide avec celui du monarchiste bien connu M. Oriol, est interprété comme une indication certaine que les négociations entre le général Franco et le Prétendant vont se rouvrir.

M. Oriol avait été pressenti par Franco pour le poste de ministre du Commerce et de l'Industrie lors du dernier remaniement ministériel. Il refusa, expliquant qu'il ne pouvait accepter sans le consentement de Don Juan.

Barcelone, 30 août. — M. Miguel Mateu, chef de la délégation du gouvernement franquiste en France, est arrivé hier matin à

Barcelone, d'où il est parti immédiatement pour Saint-Sébastien, où l'attendait M. Martin Artajo, ministre des Affaires étrangères. Dès que M. Mateu est arrivé à Saint-Sébastien, il a eu une longue conversation avec le ministre espagnol des affaires étrangères à qui il a communiqué le résultat de sa visite à Don Juan.

Barcelone, 8 septembre. — Selon des nouvelles parvenues de Madrid, les cercles monarchistes de la capitale annoncent que le général Aranda vient d'être désigné par le Prétendant comme l'homme capable de présider à un gouvernement de transition. Il serait prêt, assure-t-on, à remplir les conditions du plébiscite sur la question du régime qui figure dans la réponse de Don Juan à Franco.

Barcelone, 9 septembre. — Il a été confirmé que la démarche faite par M. Oriol auprès du Prétendant a échoué. Ainsi annonce-t-on de source sûre la décision du dictateur de renoncer à faire aboutir son régime à la monarchie. On s'attend à ce qu'à la suite de la réunion ouverte hier par le Conseil des Ministres franquistes des décisions soient prises pour hâter l'évolution du régime franquiste par l'action du même gouvernement. Le dictateur Franco étant en partie rassuré par les déclarations non-interventionnistes des dirigeants anglo-saxons, croit encore qu'une réforme effectuée par lui-même, et dont le résultat serait un apaisement de la rigueur actuelle, dans quelques semaines lui eprmettrait de survivre.

Barcelone, 11 septembre. — Le prince Xavier de Bourbon-Parme, prétendant aussi au trône d'Espagne et comptant sur l'appui de certains carlistes, a publié un manifeste dans lequel il déclare que ses partisans ne se rangeront pas certainement aux côtés de Franco, si une nouvelle guerre civile devait éclater pour le maintien d'un régime totalitaire.

Il se déclare — lui aussi — en faveur de nouvelles Cortès. Les milieux démocratiques résistants reçoivent avec scepticisme les nouvelles concernant la volonté démocratique des forces monarchistes. On ne peut pas oublier qu'elles ont, en effet, aidé les militaires en 1936 à se révolter contre un gouvernement légal. Elles ont appuyé — les deux branches dynastiques — l'action de Franco jusqu'à un passé très récent, ce qui montre de leur part un cynisme opportunisme envers les formules démocratiques. Celles-ci ont triomphé depuis dans le monde. Leurs idéaux de liberté n'ont jamais été l'apanage de la monarchie espagnole.

Ce qu'on en pense dans le monde

Paris, le 16 Août. Les journaux britanniques ont presque tous traité du problème espagnol dans le courant de la semaine qui vient de s'écouler. Le «Daily Herald» le fait de la façon suivante: Le Général Franco est contraint de protester contre l'allusion sans précédent à l'Espagne faite à Potsdam et d'exprimer l'espoir que l'attitude des grandes puissances changera. Le fait même que le Gouvernement espagnol ait fait cette déclaration publique constitue une victoire. De

nombreux amis que nous avons en Espagne considéreront ces mots de Franco comme une première victoire et la promesse de victoires à venir. Car les trois puissances ont pris une décision unanime vis-à-vis du dictateur espagnol. Leur décision ne changera pas et cet événement est un heureux présage pour l'avenir de notre politique étrangère.

Le «Times» de son côté, se référant aussi à la réaction de Franco à la décision de Potsdam, dit à ses lecteurs:

Si le Gouvernement espagnol pense que les Trois Grands reviendront sur leur jugement, en lui permettant éventuellement de se joindre aux Nations Unies sous sa forme actuelle, ses espoirs sont sans fondement. L'allusion de Potsdam concernant l'Espagne a été soigneusement pesée. Les trois grandes puissances ne peuvent pas oublier son association passée avec les puissances d'agression; et elles ne pourraient pas non plus ignorer que sa structure essentielle reste inchangée.

Le «Daily Worker», après avoir comparé le dictateur Franco à tous les autres dictateurs que l'Europe a connu ces dernières années, conclut:

Les jours de Franco sont comptés, quoi qu'il ne soit pas encore au banc des accusés. Des mascarades politiques ne peuvent plus le sauver.

«Le «Manchester Guardian» finalement

s'étonne que le général Franco ne semble pas encore éclairé sur l'opinion que le monde entier a de son régime. Pendant ce temps, — continue-t-il, — Madrid se complait à affirmer par radio qu'à part la question de Tanger aucun problème important ne se pose entre la Grande Bretagne et l'Espagne. Il faut espérer qu'au cours des conversations qui ont eu lieu maintenant à Mexico entre les chefs républicains exilés, des mesures seront prises qui mettront un terme à la suffisance du dictateur.

Barcelone, 18 août. — Selon des nouvelles provenant de Séville, une manifestation antifranquiste eut lieu le 16 août dans la rue principale de Gibraltar. Des drapeaux alliés et des bannières accompagnaient les manifestants qui réclamaient la rupture des relations alliées avec Franco.

Londres, 19 août. — M. Churchill a abordé dans son intervention au Parlement britannique, l'affaire du régime franquiste. Il a dit notamment:

« Avant mon départ de Potsdam, les trois grandes puissances sont tombées d'accord sur la forme de la déclaration concernant l'exclusion de l'Espagne gouvernée par Franco, de l'organisation mondiale des Nations Unies et aucun changement n'a été apporté, à ma connaissance jusqu'à présent, ni par le premier ministre, ni par le ministre des Affaires étrangères dans les termes

Le dictateur Franco, le statut de

Le 7 Avril 1906, l'acte d'Algésiras était signé, par les représentants de 13 Etats: la France, l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie, la Grande-Bretagne, la Belgique, les Pays-Bas, l'Espagne, le Portugal, l'Italie, la Russie, la Suède, les Etats-Unis et le Maroc. Lors du traité de Versailles, l'Allemagne, l'Autriche et la Russie furent écartés. Enfin le statut de 1923 fut signé le 18 décembre par la France, l'Espagne et la Grande-Bretagne et son texte fut communiqué à une partie des signataires de l'acte d'Algésiras.

Pendant cette dernière guerre, lorsque la situation militaire devint critique pour les démocraties — juin 1940 — le général Franco décida d'occuper cette zone internationale. Le jour choisi était précisément le jour où les Allemands entraient à Paris, ce qui donne un caractère particulièrement symbolique à son geste. M. Serrano Suner qui était à l'époque ministre des Affaires étrangères exprima le point de vue gouvernemental de la suivante façon:

Les troupes espagnoles ont occupé aujourd'hui la zone internationale de Tanger, afin d'y maintenir un ordre authentique. Je suis convaincu que dans le plus bref délai, nous pourrions atteindre ce qui demeure notre objectif, c'est-à-dire la pleine incorporation de Tanger à l'Espagne.

Il était clair qu'une fois la victoire acquise, les démocraties se retourneraient contre Franco pour lui faire rendre gorge; cette fois leurs intérêts étaient en jeu.

La conférence qui vient de se tenir à Paris entre les Grandes Puissances — URSS incluse — en l'absence de l'Espagne franquiste, a vu se réaliser un accord provisoire entre les quatre délégations.

1. Le rétablissement à Tanger du statut international.

2. La convocation, dans un délai de six mois, d'une conférence internationale réunissant les puissances signataires de l'acte d'Algésiras en vue d'examiner les modifications en vigueur, éventuellement proposées par l'une ou l'autre d'entre elles.

Un comité de contrôle sera rétabli à Tanger dans les semaines à venir lequel sera composé des consuls des puissances signataires de l'acte d'Algésiras. L'URSS est également appelée à se faire représenter. L'Italie est mise à l'écart jusqu'à la signature du traité de paix. L'Espagne franquiste semblerait ne pas devoir siéger dans ce comité, la déclaration de Potsdam l'excluant de toute intervention officielle aux côtés des Nations Unies.

La souveraineté du Sultan du Maroc à qui ces accords ont été soumis est réaffirmée. Le Sultan est détenteur du pouvoir exécutif.

Conformément aux décisions arrêtées par la Conférence des experts, les représentants britanniques et français à Madrid ont effectué le 4 Septembre une démarche conjointe en vue du retrait des forces franquistes de la zone internationale.

Le porte-parole du ministère des Affaires étrangères français a décrit ainsi le rétablissement de la légalité internationale dans la zone de Tanger: remise en fonctions du comité de contrôle; réunion de l'Assemblée législative, élue par les diverses colonies de Tanger; nomination par le Sultan des administrateurs et des hauts fonctionnaires; enfin une force de police recrutée sur place et encadrée par des officiers appartenant aux diverses puissances remplacera les forces espagnoles.

Les réactions franquistes ont été de pure forme. La presse s'est encore évertuée à

étranges, plutôt délibérément étranges, de la fameuse déclaration contre ce régime.

« Je crois que ce serait une erreur d'intervenir par la force en Espagne ou de tenter de rallumer la guerre civile dans un pays qui a perdu, au cours de luttes intérieures terribles, presque deux millions de ses habitants, qui ne sont déjà pas trop nombreux. Cependant, si là est la politique du gouvernement de Sa Majesté, il a toujours la possibilité de le déclarer officiellement et alors nous aurons la possibilité d'avoir des débats à ce sujet. Je voudrais souligner, pour terminer ce sujet désagréable, que je ne fais aucune suggestion pour que le gouvernement prenne des mesures afin de modérer les déclarations de M. Laski. Chacun a le droit de dire ce qu'il pense, mais nous aimerions savoir sur quels points le gouvernement est d'accord avec M. Laski. »

Mexico, 20 août. — M. Vicente Lombardo Toledano, président de la Fédération du Travail de l'Amérique latine, a conseillé à toutes les organisations d'Amérique latine, au nombre de 20, de presser leurs gouvernements de rompre leurs relations avec le dictateur Franco et de reconnaître en même temps le gouvernement républicain de Mexico.

M. Toledano a aussi câblé à MM. Truman, Attlee et Kalinine pour leur demander de reconnaître la légitimité du gouvernement

républicain. Il a déclaré en outre qu'il conseillerait à tous les délégués d'Amérique latine se rendant à la Conférence du Travail qui doit se réunir bientôt à Paris de proposer une action commune des 57 millions de travailleurs organisés qu'ils représentent, afin de soutenir la restauration de la République espagnole.

Londres, 20 août. — M. Bevin, ministre des Affaires étrangères de Grande-Bretagne, dans son exposé sur la situation internationale, a déclaré au sujet du problème espagnol:

« Maintenant, je vais vous parler d'un sujet d'actualité, l'Espagne. On a beaucoup parlé aux Communes de Franco et de la question espagnole. Brièvement, je vais vous exposer, le point de vue du gouvernement de Sa Majesté. Ce point de vue est que la question du régime en Espagne doit être décidée par le peuple espagnol personnellement. Je ne peux pas en dire plus que la déclaration publiée à la conférence de Berlin. C'est là le point de vue dans son ensemble et nous ne voulons pas à titre définitif pénaliser le peuple espagnol, mais nous ne pouvons accepter l'Espagne dans notre

cercle, à moins qu'elle ne consente à accepter nos principes de base, c'est-à-dire le droit du peuple de choisir librement sa forme gouvernementale. D'autre part, je suis persuadé qu'une intervention étrangère dans

les affaires intérieures de l'Espagne aura un effet contraire à celui désiré et ne contribuera probablement qu'à fortifier la position du général Franco.

« Il est clair, d'après ce que je viens de dire, que nous considérerions favorablement de nouvelles mesures si elles étaient prises par le peuple espagnol pour changer son régime, mais le gouvernement de Sa Majesté n'est pas à même de prendre lui-même des mesures qui occasionneraient ou encourageraient la guerre civile dans ce pays. Je sais qu'en cela je n'émet pas seulement mes vues personnelles mais celles de nombreux républicains espagnols. »

Mexico, 24 août. — Aujourd'hui a été rendue publique le résolution prise par plusieurs sénateurs mexicains de demander lors de la réouverture des sessions en septembre que le Sénat mexicain entre officiellement en contact avec tous les autres Sénats américains en vue de rédiger une déclaration commune demandant à toutes les nations américaines de rompre les relations avec le gouvernement Franco et de reconnaître un gouvernement républicain espagnol.

Le Guatemala, le Mexique et le Panama sont les seuls pays américains à n'avoir pas reconnu le gouvernement de Franco.

Washington, 24 août. — Le général de Gaulle a déclaré au cours d'une conférence de presse:

« Nous ne pouvons prévoir quelles difficultés intérieures rencontrera l'Espagne, mais nous avons l'impression que la victoire mondiale des puissances démocratiques amènera certains changements, qui se produiront, la France l'espère, sans de grosses effusions de sang. La France a toujours une grande amitié pour le peuple espagnol et elle espère que l'Espagne reprendra bientôt les méthodes démocratiques. »

Paris, 8 septembre. — Dans un article intitulé « L'avenir de l'Espagne », le « Manchester Guardian » analyse les rapports qui existent entre les républicains émigrés. Entre autres choses le journaliste dit, se référant aux dissensions Prieto-Negrin:

« C'est ce groupe-là (Junta Suprême d'Union Nationale, communistes, socialistes de gauche y compris la droite catholique) qui jouit des sympathies des mouvements nationalistes basque et catalan dirigés par le Dr Negrin. »

Nous croyons de notre devoir de mettre en garde le lecteur contre les nouvelles qui ne pourraient faire qu'augmenter la confusion qui doit exister chez les amis étrangers peu initiés à la politique péninsulaire.

En réalité le Dr Negrin n'a jamais dirigé les mouvements nationalistes basque et catalan et en aucun cas rien ne lui conférerait ce droit. Les peuples catalan et basque sont dirigés dans ses organismes institutionnels par les deux présidents des deux pays, MM. Irla et Aguirre. Dans leur intervention politique, deux blocs ont été respectivement créés par la majorité des forces catalanes et la totalité des forces politiques basques. Pour la Catalogne c'est la « Solidarité Catalane ». Pour l'Euzkadi, c'est le Bloc National Basque.

Les interventions politiques des basques et catalans dans la politique péninsulaire sont parallèles, leurs intérêts et problèmes étant similaires. Toutefois, il n'est pas exact qu'un des différents mouvements de ces deux pays soit dirigé par M. Negrin ou un

Tanger et l'Espagne républicaine

diffuser à profusion la thèse de la protection exercée par le gouvernement franquiste, face aux dangers d'occupation allemande. Aucune objection n'a été soulevée aux décisions de la conférence de Paris, laquelle s'est tenue en l'absence des représentants franquistes, à la grande surprise du régime qui avait toujours cru qu'il serait lui aussi consulté.

La réponse franquiste à la question de Tanger a été remise aux représentants de la France et de l'Angleterre, par le ministre des Affaires étrangères. Elle constitue l'acceptation de l'accord franco-britannique de Paris. Le gouvernement Franco explique son point de vue et déclare vouloir marquer, par son acceptation, le désir de collaborer à la communauté des nations.

A l'heure actuelle toutes les forces franquistes semblent avoir quitté la zone internationale.

Par contre, le gouvernement républicain du Mexique a pris position en ce qui concerne la question de Tanger, à la suite des décisions de la Conférence de Paris. Le communiqué donné par le Président Giral dit notamment:

« Il serait profondément injuste que l'Espagne subisse les conséquences de la légalité et de la perfidie des chefs franquistes qui lui ont été imposés par l'action conjuguée des forces des régimes totalitaires. »

« L'Espagne a traditionnellement des intérêts considérables à Tanger; si les investissements espagnols engagés dans cette zone ne peuvent être comparés aux investissements des autres pays, par contre la population espagnole y est la plus nombreuse. D'autre part, il s'agit d'une véritable

enclave dans la zone du Maroc Espagnol et d'une ville voisine de l'Espagne. Bien que le régime des capitulations reconnu par l'acte d'Algésiras ait mis l'Espagne, les ressortissants espagnols et les protégés de l'Espagne dans une situation plus avantageuse que celle précisée par le statut de 1923 — qui prévoyait un condominium, élargi en 1928 par la participation de l'Italie — cette dernière formule semble cependant plus juste pour l'Empire Chérifien et mieux appropriée aux nécessités internationales.

« Le rôle que ce statut accordait à l'Espagne était aussi important que celui qui était attribué à la France et à l'Angleterre. Le gouvernement républicain exilé se sait l'interprète de l'Espagne lorsqu'il déclare — assuré qu'il est des sentiments de justice des alliés — que le problème de Tanger ne sera pas résolu en l'absence de l'Espagne. L'ère qui commence doit être une ère de paix dans la justice. »

Des commentaires suscités par les décisions de Paris dans la presse internationale, il ressort que le recul de six mois de la date de réunion de la Conférence définitive, correspond au désir des Nations Unies de conserver ses droits à l'Espagne. Il serait injuste, s'accorde-t-on à déclarer, que l'Espagne soit privée de ses droits, sous prétexte qu'un certain nombre de gens, qui n'avaient pas le pays derrière eux puisqu'ils avaient abattu les institutions démocratiques, ont enfreint les traités par la force. On estime que dans six mois, l'Espagne peut être en mesure de participer au règlement définitif, par la voix de représentants désignés par un gouvernement ayant liquidé le régime phalangiste.

VERS LE RETABLISSEMENT DE

autre « leader » de la politique espagnole. Le fait que deux députés catalans puissent soutenir la position de Negrin ne peut en aucun cas justifier une imputation si l'on tient compte que tous les autres députés catalans ne se sont pas solidarisés avec eux.

Paris, le 1er septembre. — La revue anglaise « New Statesman and Nation », de tendance travailliste, traite dans son dernier numéro de la question espagnole. Il y est dit notamment :

« Les républicains espagnols du Nouveau Monde ont formé à Mexico un gouvernement en exil, qui a le droit de parler au nom de son peuple, beaucoup plus que certains gouvernements alliés qui ont trouvé refuge à Londres pendant la guerre.

« Le problème actuel est d'arriver à regrouper tous les démocrates espagnols et de donner au pays toutes les chances de recouvrer sa liberté sans recommencer une guerre civile et sans représailles.

« Quelques Etats sud-américains pourraient bien suivre l'exemple du Mexique, et reconnaître le nouveau gouvernement, mais ce qui serait décisif pour son avenir serait quelque signe encourageant donné par Downing Street et Washington.

« S'ils savaient pouvoir compter sur un soutien diplomatique et économique, il est probable que quelques généraux plus ou moins révolutionnaires rallieraient le mouvement. »

Mexico, 9 septembre. — Selon le « New-York Herald Tribune » du 7 septembre, M. Hopkins, ancien conseiller spécial des présidents Roosevelt et Truman, a vivement attaqué le gouvernement espagnol franquiste et la famille royale d'Italie.

« En dépit des problèmes intérieurs, déclara-t-il, les Etats-Unis doivent utiliser tout leur pouvoir diplomatique pour encourager des gouvernements démocratiques dans le monde entier. » M. Hopkins a ajouté : « Le président Truman avait raison de dire ce qu'il a dit au sujet de Franco, dont le seul regret est que Hitler n'ait pas gagné la guerre. »

La République et les républicains

Mexico, 10 Août. — Après de longues conférences tenues par les représentants de tous les partis espagnols, un accord général est intervenu selon lequel les Cortès se rencontreront à Mexico la semaine prochaine. Dans cette réunion des Cortès, M. Negrin offrira sa démission ainsi que celle du Cabinet qu'il présidait lors de la fin de la guerre civile.

Mexico, 15 Août. — M. Negrin, dernier premier ministre espagnol a déclaré le 10 Août : Les Cortès vont se réunir la semaine prochaine; M. Martinez Barrios gardera ses fonctions de président et mon gouvernement démissionnera. Ainsi sera créé le mécanisme indispensable pour que le Président puisse commencer ses consultations en vue de constituer un nouveau gouvernement, ayant la confiance des émigrés et pouvant parler au nom de l'Espagne.

J'ai pu mettre les choses sur pied, donner aux espagnols un but bien défini et leur montrer la façon de l'atteindre. Que

je sois à leur tête est beaucoup moins important. Notre objectif — déclara-t-il plus loin, — est le retour en Espagne où il serait procédé à la préparation d'élections immédiates. Selon des renseignements venus d'Espagne et suivant la tendance générale en Europe, je crois qu'une combinaison libérale-travailliste serait l'expression populaire. Mon plus vif désir est de voir instauré en Espagne un gouvernement stable permettant au pays de se développer.

Mexico, 18 août. — M. Martinez Barrios, président des Cortès, a été élu président de la République par les députés réunis à l'Hôtel de Ville, prêt à cette occasion par le gouvernement mexicain à la République espagnole, avec droit d'extraterritorialité.

M. Martinez Barrios a été élu à l'unanimité des 96 députés présents. Immédiatement après la cérémonie de la prestation du serment, le nouveau Président de la République a reçu la visite de M. Juan Negrin, président du conseil, qui lui a remis sa démission et celle des ministres qui constituaient avec lui le dernier gouvernement à la fin de la guerre civile espagnole.

M. Martinez Barrios procédera à la formation d'un nouveau gouvernement. Les noms de MM. Fernando de los Rios, dernier ambassadeur républicain à Washington, José Giral, ancien premier ministre, et M. Ruiz Funes, ancien ministre de la Justice, sont mis en avant.

Le nouveau gouvernement s'adresserait aux puissances pour demander sa reconnaissance.

Des représentants diplomatiques de France, de Chine, de Suède, de Grèce, de Tchécoslovaquie, d'URSS ainsi que de plusieurs républiques d'Amérique latine étaient présents à la séance des Cortès. La Grande-Bretagne et les Etats-Unis s'étaient abstenus.

La Voix de l'Amérique dans son émission du 21 août fit un remarquable exposé de la situation nouvelle créée par le gouvernement républicain espagnol de récente création. Après avoir donné le détail de la cérémonie et avoir signalé la présence des représentants diplomatiques des pays déjà énumérés précédemment ainsi que ceux de Colombie, d'Uruguay, du Venezuela, d'Equateur et du Pérou, Radio Amérique ajouta : « L'Angleterre et les Etats-Unis ayant encore des relations officielles avec Franco, n'étaient pas représentés. Le gouvernement mexicain rendit à M. Martinez Barrios tous les honneurs que l'on doit à un chef d'Etat et un cortège eut lieu à travers les rues de la capitale. Pendant quelques heures, l'Hôtel de Ville de Mexico fut considéré par le gouvernement mexicain comme sol espagnol extraterritorial.

La réunion des Cortès au Mexique n'est pas un événement vide de sens ; en effet, els chefs politiques espagnols ont accompli une tâche qui peut être résumée en un mot d'une grande portée, ils ont réussi à accomplir une unité. Entre les chefs politiques républicains, l'unité s'est réalignée. M. Negrin a eu des conversations journalières avec les représentants des différents groupes espagnols exilés au Mexique. Finalement, une rencontre générale fut fixée avec la participation de vingt-six partis politiques, c'est-à-dire de tous les partis politiques espagnols représentés au Mexique. Il a même fait représenter le groupe de Prieto, ancien ministre de la Guerre. Leurs présences étaient un symbole du progrès réalisé au cours des négociations. On se souvient en effet que, jusque-là, parmi les nombreuses divisions

des républicains espagnols, la plus profonde était celle qui séparait le groupe Prieto du groupe Negrin, qui se trouve encore plus à gauche sur l'échiquier politique. M. Negrin arrivant à Londres avait soutenu la thèse que c'était le moment ou jamais pour les Espagnols exilés de s'entendre. Cette question préoccupait tous les hommes d'Etat raisonnables. Parmi les Alliés, elle préoccupait le président Roosevelt lui-même qui s'en inquiétait beaucoup et qui déclarait : « Personne au monde ne peut penser d'un cœur léger à une nouvelle guerre civile qui éclaterait en Espagne. »

La grande critique qu'on pouvait faire aux républicains espagnols c'était leur incapacité de s'entendre. Maintenant, le problème paraît résolu ; les républicains ont prouvé qu'ils pouvaient s'entendre. L'entente des républicains espagnols est un facteur politique dont on ne saurait sous-estimer l'importance. La réunion des groupes de républicains espagnols représentés au Mexique fait croire que l'entente serait possible s'ils étaient appelés à retourner à Madrid. Le Comité national de libération espagnol avait été créé au Mexique en 1943 afin de rechercher cette unité ; il va bientôt se réunir pour annoncer sa dissolution. Ce comité va, lui aussi, remettre ses fonctions au gouvernement qui continuera la tâche politique qui s'impose maintenant aux Républicains espagnols.

Mexico, 23 août. — On déclare dans les milieux républicains que le président de la République, M. Martinez Barrios, ne sera pas en mesure de désigner le nouveau président du Conseil des ministres espagnols avant une semaine. Les entretiens avec les diverses personnalités politiques et les représentants des Partis se poursuivent activement. Il a reçu l'adhésion de la presque totalité des membres des Cortès espagnoles.

Mexico, 23 août. — Le président de la République, M. Martinez Barrios, a fait appel au Docteur José Giral, ancien premier ministre des Affaires étrangères, et l'a chargé de former le nouveau gouvernement républicain en exil.

Mexico, 24 août. — M. José Giral, qui s'est vu chargé par le président de la République espagnole, M. Martinez Barrios, de former un gouvernement a conféré aujourd'hui avec MM. Fernando de los Rios, Juan Negrin, Sanchez Roman et Ruiz Funes.

Mexico, 26 août. — Dans les milieux républicains de cette ville on estime que M. Giral devra tenir compte des désirs manifestés par M. Negrin. Celui-ci se montre clairement en faveur d'une participation maximale des groupes politiques au gouvernement. L'interprétation qu'on y prête est que M. Negrin et son groupe veulent par là assurer la participation des communistes et d'autres petits groupements.

Les communistes, tout en faisant des éloges de M. Giral, ne semblent guère enthousiastes.

Mexico, 27 août. — M. Giral a fait connaître aujourd'hui la composition du nouveau Cabinet républicain émigré. Il s'agit de :

M. Indalecio Prieto, de New-York, représentant l'U.G.T. (un des deux syndicats espagnols) ; M. Alvaro de Albornoz, de Mexico, républicain de gauche ; M. Augusto Barcia, de Buenos-Aires, sans parti ; M. Manuel Torres Campaña, d'Orléans, d'Union

LA LEGALITE REPUBLICAINE

Républicaine ; M. Manuel de Irujo, de Londres, nationaliste basque ; M. Josep Tarradellas, de Paris, républicain catalaniste de gauche ; M. Angel Ossorio Gallardo, de Buenos-Aires, sans parti ; M. Luis Jiménez de Asua, de Buenos-Aires, sans parti.

En outre, un représentant de la Confédération Nationale du Travail (autre Syndicat) sera nommé.

Cette liste s'est vue tout de suite modifiée par l'immédiate démission de M. Indalecio Prieto de New-York. Celui-ci a invoqué comme motif de sa démission des motifs d'ordre purement personnel. En effet, on sait qu'il est en traitement dans une clinique new-yorkaise.

M. Fernando de los Rios, de New-York, socialiste, est entré par la suite dans le Cabinet.

Le président Martinez Barrios a donné son approbation à ce gouvernement de coalition dont sont exclus les communistes, qui ont refusé d'y participer en raison de l'absence de M. Negrin.

On attribue au nouveau gouvernement l'intention de fixer son siège dès que possible à Paris, où il attendrait le moment opportun pour rentrer en Espagne.

México, 28 août. — Aux termes de la Constitution espagnole, le nouveau Cabinet devra se présenter devant les Cortès dans un délai de 60 jours. Toutefois cette présentation pourra être différée de quelques semaines afin de recevoir les adhésions des députés absents.

On annonce que des dépêches sont parvenues de tous les coins du monde à M. Giral, le félicitant pour sa nomination à la présidence du gouvernement.

Dans une déclaration publiée hier, M. Giral révèle qu'il a offert la vice-présidence et le portefeuille des affaires étrangères à M. Negrin. Mais son parti (Parti Socialiste Ouvrier Espagnol) a refusé à M. Negrin l'autorisation d'occuper un poste dans le nouveau gouvernement étant donné que ce parti y est représenté déjà par M. Fernando de los Rios. Le parti communiste a refusé de prendre part à la formation du nouveau gouvernement, déclarant qu'il ne pouvait appuyer qu'un gouvernement dont ferait partie M. Negrin.

(Cette communauté de vues entre le Parti Communiste espagnol et M. Negrin, « leader » d'une fraction minoritaire du P.S.O.E., date de la guerre civile. M. Negrin devint alors chef du gouvernement, en s'appuyant considérablement sur les communistes qui étaient à l'époque la force la plus active bien que des moins représentatives.)

M. Giral se rendant compte qu'il lui était impossible d'avoir l'appui de tous les partis, a fait connaître la situation au Président M. Barrios, mais ce dernier lui a réitéré sa demande de former un gouvernement. Espérant que les chefs politiques se trouvant en dehors du cabinet changeraient d'opinion et en feraient bientôt partie, M. Giral a ajouté :

« Tous sont utiles, mais non indispensables, pour la tâche qui nous incombe : le rétablissement de la République. »

Paris, 28 août. — La réaction des milieux républicains espagnols de Londres, selon des nouvelles parvenues aujourd'hui, a été la surprise lorsque l'on a appris que le Cabinet Giral ne comportait pas de représentation communiste et que le Dr Negrin n'y était pas inclus.

Quoiqu'il soit trop tôt pour prévoir la réaction des républicains émigrés, on ne doute pas que le gouvernement Giral reçoive l'appui de toutes les tendances émigrées, même de celles non représentées au sein du gouvernement.

México, 28 août. — M. Indalecio Prieto déclara hier à des représentants de la presse new-yorkaise qu'il avait refusé de participer au gouvernement Giral. Questionné sur les motifs de sa décision, il a précisé :

« La liste du gouvernement républicain porte mon nom sans que j'y ai donné mon consentement. M. José Giral et les autres membres de ce gouvernement ont toute ma sympathie, mais j'ai décidé de ne participer à aucun gouvernement quelle que fût sa composition ; ceci pour des raisons personnelles. »

M. Indalecio Prieto se trouve toujours hospitalisé.

México, 28 août. — Dans une déclaration faite par M. Giral aujourd'hui, celui-ci a affirmé que le Parti Socialiste Ouvrier espagnol, auquel appartient M. Negrin, avait refusé à ce dernier l'autorisation d'entrer dans le nouveau cabinet en tant que représentant de ce parti.

Paris, 29 août. — M. Tarradellas, du parti catalaniste de la Gauche républicaine, a télégraphié à M. José Giral pour l'informer qu'il ne pouvait accepter d'entrer dans le cabinet.

Paris, 29 août. — M. Nicolau d'Olwer, ancien ministre et président d'Action catalane, a accepté d'être ministre sans portefeuille dans le cabinet Giral. On annonce aussi aujourd'hui la participation au gouvernement émigré de M. Miguel Santaló, ancien ministre, du parti catalaniste de la Gauche républicaine.

México, 29 août. — M. José Giral a récemment déclaré à la presse que le nouveau gouvernement aurait comme tâche primordiale d'aider la résistance intérieure sous toutes ses formes afin de rétablir au plus tôt le régime républicain en Espagne. Le gouvernement, a souligné M. Giral, ressent la nécessité d'aller s'établir en France afin d'être à proximité de l'Espagne. Le président a fait connaître ensuite la démission de M. Indalecio Prieto et il a ajouté qu'un autre membre de l'U.G.T. serait nommé à sa place.

México, 31 août. — Au cours d'une nouvelle conférence de presse, M. Giral a fait les déclarations suivantes :

« Les premiers objectifs sont d'obtenir la non-reconnaissance de Franco. D'obtenir ensuite la reconnaissance du gouvernement républicain ainsi que son élargissement, afin qu'il soit rendu le plus représentatif possible. Finalement que le Cabinet soit autorisé à se rendre en Europe. »

México, 3 septembre. — Le gouvernement présidé par M. Giral compte mener de pressantes démarches afin d'être reconnu par l'URSS, bien que les communistes n'y participent pas. Néanmoins, ceux-ci ont offert leur appui au Cabinet Giral.

On estime que si l'URSS reconnaissait le

gouvernement Giral la Yougoslavie, la Tchécoslovaquie, la Pologne, la Russie Blanche et l'Ukraine agiraient de même. On pense toutefois que la reconnaissance par la France aurait des répercussions beaucoup plus profondes, car les relations franco-espagnoles ont joué depuis toujours un important rôle dans la politique extérieure de la Péninsule.

México, 4 septembre. — M. Fernando de los Rios a officiellement notifié aux gouvernements des Nations-Unies que le gouvernement formé en exil attend la possibilité d'une reconnaissance diplomatique.

Le gouvernement de M. Giral a déclaré qu'il ne choisirait pas la violence pour apporter des changements en Espagne.

México, 4 septembre. — Le président Giral a reçu hier un télégramme venant du Midi de la France. Ce télégramme lui était adressé par le colonel Luis Fuente Barrio et le commandant Belasco. Il était rédigé dans les termes suivants :

« Au nom de 10.000 officiers et sous-officiers, le comité central technique du groupe militaire républicain espagnol vous envoie son salut respectueux et se place inconditionnellement sous vos ordres. Vive la République ! »

Un autre message a été adressé au président Giral signé par le colonel Patricio Azcarate, le général Ignacio de Cisneros, l'amiral Luis Ubima et autres officiers supérieurs parmi lesquels le général Miaja, le défenseur de Madrid. Ceux-ci annoncent que leur groupement militaire est dissous, et qu'ils se mettent au service du gouvernement républicain.

México, 5 septembre. — Au cours d'un « meeting » qui a eu lieu dans cette ville, le Dr Negrin, qui ne fait pas partie du nouveau cabinet républicain, a déclaré que les républicains exilés et ceux de l'intérieur devaient reconnaître le cabinet Giral comme « gouvernement légal de l'Espagne ». Tout échec de ce cabinet dans ses efforts pour restaurer la République serait un échec pour tous. Nous devons, a-t-il dit, apporter au Cabinet Giral notre entière collaboration.

Faisant allusion à sa non-participation à ce gouvernement, il a ajouté que, bien qu'il ne puisse pas en approuver la politique, il était prêt néanmoins à lui apporter son concours et lui souhaitait tout succès.

México, 6 septembre. — La composition définitive du gouvernement républicain espagnol, présidé par M. José Giral a été publiée hier. Voici la liste des titulaires :

Affaires étrangères : M. Fernando de los Rios ; Défense Nationale : général Hernandez Sarabia ; Education Nationale : M. Miguel Santaló ; Finances : M. Augusto Barcia ; Justice : M. Alvaro de Albornoz ; Intérieur : M. Manuel Torres Campaña ; Emigration : M. Trifon Gomez ; Navigation, Industrie et Commerce : M. Manuel de Irujo ; sans portefeuille : MM. Nicolau d'Olwer et Angel Osorio y Gallardo.

México, 5 septembre. — Selon des nouvelles parvenues des Comités et Syndicats établis en France, en Belgique et en Afrique du Nord, un soutien effectif sera apporté à l'œuvre du gouvernement républicain du Mexique.

Vers le rétablissement de la légalité républicaine

Mexico, 7 septembre. — La prochaine réunion des Cortès républicaines a été annoncée pour le 12 octobre prochain. Au cours de cette réunion le gouvernement Giral devra être reconnu par les 140 députés, environ, qu'on estime pouvoir être présents.

Mexico, 8 septembre. — M. de los Rios, ministre républicain des Affaires étrangères, doit se rendre cette semaine à Washington, d'où il partira pour Londres où il compte faire des démarches en vue de la reconnaissance de son gouvernement par les Nations Unies. M. José de Benito doit se rendre pour la même mission au Guatemala et à Cuba. M. de Benito est le sous-secrétaire du premier ministre républicain.

Mexico, 8 septembre. — M. José de Benito, secrétaire du Premier républicain, a fait savoir à la Presse que M. Diego Martínez Barrios avait l'intention de réunir les Cortès au mois d'octobre et de présenter le Cabinet à l'Assemblée le 12 du même mois.

On pense que 145 députés seront présents. Un vote de confiance au gouvernement leur sera demandé. M. Martínez Barrios réclamera ensuite l'ajournement des élections, les circonstances actuelles ne permettant pas de les célébrer dans le délai de 30 jours prescrit par la Constitution. M. Giral fera une déclaration sur la politique du gouvernement.

A ce sujet nous pouvons ajouter que les députés et ministres se trouvant en Europe font des préparatifs en vue de leur départ pour Mexico afin d'assister à cette réunion dont la date exacte n'a pas encore été fixée.

Mexico, 10 septembre. — On annonce pour la semaine prochaine des entretiens entre le premier ministre Giral et le ministre des Finances mexicain. Ces entretiens auront pour objet la remise des fonds républicains qui furent déposés dans une banque mexicaine et sous contrôle du gouvernement mexicain après la fin de la guerre civile.

Mexico, 11 septembre. — M. le président Martínez Barrios avait chargé M. Santalo, ministre de l'Education Nationale, d'examiner avec le gouvernement mexicain les modalités d'application de l'aide financière que le président du Mexique M. Avila Camacho a décidé d'accorder au gouvernement républicain.

M. Santalo qui a déjà eu un entretien à ce sujet avec M. Tello, sous-secrétaire aux Affaires étrangères du Mexique, aurait reçu, selon les dernières nouvelles, un premier acompte d'un million et demi de dollars. On se souviendra à ce sujet que le gouvernement républicain avait emporté des fonds considérables qui ont été jusqu'aujourd'hui sous la sauvegarde du Mexique.

Mexico, 12 septembre. — M. Torres Campaña, membre du gouvernement républicain, s'est vu accorder par le président Giral le poste de délégué général de ce gouvernement en France. On sait que M. Torres Campaña qui a habité jusqu'à cette date à Orléans, s'est installé à Paris depuis sa nomination au poste de ministre de l'Intérieur.

M. Giral a annoncé l'intention du gouvernement républicain de s'installer en France ou à Tanger. Des notes ont été envoyées à de nombreux pays les informant de la constitution du gouvernement républicain et de la reconnaissance du même Etat faite par le Mexique.

Dernières nouvelles

Mexico 12 Septembre. — La reconnaissance du gouvernement républicain par le Guatemala a été annoncé aujourd'hui par M. Fernando de los Rios, ministre des Affaires étrangères.

On annonce d'autre part que les chefs de l'opposition ont décidé « d'entreprendre, si le faut, une action extra-gouvernementale pour restaurer la République ».

Paris 12 Septembre. — Radio Espagne Indépendante, poste clandestin au service de l'Espagne républicaine, a annoncé la participation à la conférence syndicale internationale des représentants républicains espagnols. L'Union Générale des Travailleurs (UGT) a délégué M. José Gómínez Cuevas.

Barcelone, 12 septembre. — M. Alejandro Lerro, ancien premier ministre de la République, a sollicité du général Franco la permission de rentrer en Espagne. Sentant sa fin proche, M. Lerro a demandé à être autorisé à regagner son pays. La demande a été examinée et approuvée par le gouvernement franquiste, en raison de l'aggravation de l'état de santé de M. Lerro.

Barcelone, 12 septembre. — Une manifestation royaliste a eu lieu hier matin à Madrid. Des affiches portant ces mots : « Vive le roi Carlos » ont été posées pendant la nuit. La police les a recouvertes aussitôt de peinture.

Barcelone, 13 septembre. — Après la violente attaque dirigée par Franco contre la franc-maçonnerie, un bulletin officiel est paru qui annonce l'arrestation de quinze personnes devant comparaître devant le tribunal spécial pour la suppression de la maçonnerie et du communisme. On prévoit le déclenchement d'une nouvelle campagne antimaçonnique. Franco ne pouvant s'attaquer aux communistes qui — comme on le sait — sont absents du cabinet Giral, s'en prend aux francs-maçons et essaie de les présenter à l'opinion comme étant la source des complots contre « l'ordre actuel ».

Paris, 14 septembre. — Des journaux du soir ont reproduit la nouvelle selon laquelle M. Giral, chef du gouvernement républicain, aurait envisagé la possibilité de prendre contact avec Franco. Cette information, qui serait basée sur les déclarations du secrétaire de M. Giral, doit être accueillie sous toutes réserves.

Les milieux officieux républicains de Paris ont fait remarquer le caractère nettement fantaisiste de cette information.

Barcelone, 14 septembre. — M. de Lequerica, ancien ambassadeur à Vichy, est présenté comme ambassadeur franquiste auprès du gouvernement des Etats-Unis. L'agrément de l'Amérique à cette nomination aurait été demandé.

Barcelone, 14 septembre. — Une dépêche de Madrid de l'United Press, reproduite par le journal suisse « Basler Nachrichten », annonce que les Etats-Unis ont décidé, en ce qui concerne les relations commerciales, de traiter l'Espagne et l'Argentine comme des pays ennemis.

Barcelone, 14 septembre. — En même temps que l'abolition du salut fasciste, il a été annoncé que des mesures seraient prises en vue de la mise en vigueur du projet de loi dit « des droits », ainsi que des dispositions en vue de la formation d'un collège électoral.

Mexico 15 Septembre. — M. de los Rios, ministre des Affaires étrangères, est parti pour New-York et Washington en vue de conférer avec les représentants républicains de ces Villes au sujet de la reconnaissance du gouvernement en exil.

Londres, 15 septembre. — Un mémorandum a été remis au Conseil des ministres des Affaires étrangères réunis à Londres de la part du gouvernement républicain exilé. Le mémorandum annonce officiellement aux cinq Grands la constitution du gouvernement républicain et demande sa reconnaissance.

Barcelone, 15 septembre. — Le comte de Romanones a déclaré que la monarchie serait bientôt rétablie et que le plus tôt serait le mieux. « Mais, a-t-il dit, ce n'est pas par les néo-catholiques qu'elle doit être rétablie ». (Cette allusion visait sans doute M. Artajo, ministre des Affaires étrangères, qui est secrétaire général de l'Action Catholique).

Paris, 15 septembre. — M. Largo Caballero, leader socialiste espagnol, est arrivé à Paris par avion. Il avait été libéré des camps de concentration allemands par l'armée soviétique. Son état de santé ne lui avait pas permis un plus rapide rapatriement.

Barcelone, 15 septembre. — Des travaux qui occuperont plusieurs milliers d'ouvriers sont sur le point d'être entrepris. Il s'agit de la construction de plusieurs aéroports transocéaniques à Barcelone, Madrid et Séville.

Barcelone, 18 septembre. — M. Artajo, ministre des Affaires étrangères, a protesté contre l'exclusion d'Espagne du groupe international de la paix. Selon lui, l'Espagne ne doit pas être exclue sous le simple prétexte que, « dans l'usage de sa souveraineté et de sa liberté, elle a décidé de s'organiser selon une méthode différente de celle adoptée par les autres pays ».

Barcelone, 19 septembre. — Selon des nouvelles parvenues de Madrid, la situation politique demeure dans une impasse. En effet, les généraux espagnols se rendent bien compte de la nécessité d'un changement, mais ils hésitent à s'engager dans la voie préconisée par le Prétendant; ils estiment que celui-ci fait trop de concessions démocratiques. L'aristocratie et l'Eglise déploreraient aussi les tendances — soi-disant — trop libérales de Don Juan.

Barcelone, 19 septembre. — On annonce le retour du duc d'Albe en Espagne. Il avait remis — on s'en souvient — sa démission au général Franco en avril, à la suite de la déclaration du Prétendant. Son successeur a été déjà choisi et l'on attend l'approbation du Foreign Office.

Barcelone, 19 septembre. — Le général Franco a déclaré devant les officiers réunis à Saint-Sébastien : « Le changement de régime s'effectuera quand et comme je le voudrai ».



LES CATALANS

ET L'AVENIR DE LEUR PATRIE

Barcelone 20 Septembre. — On apprend que 70 personnes ont été arrêtées à Madrid ces derniers jours. Parmi celles-ci se trouvaient M. Santiago Alvarez et M. Zapirain, anciens commissaires politiques de l'armée républicaine.

Connaissant les méthodes phalangistes et craignant pour la vie de ces deux républicains qu'on accuse d'être à la tête des détenus, la France, les Etats-Unis, le Mexique, le Cuba, l'Argentine et l'Uruguay se sont préoccupés de leur sort.

Il est vraiment honteux que la victoire aliée n'ait pas encore rendu impossible l'existence de tels agissements qui sont une négation formelle des principes démocratiques pour lesquels tant d'hommes se sont battus.

Londres, 25 septembre. — Le conseil exécutif général du syndicat des transports et de l'Union générale des travailleurs, qui s'est réuni le 21 septembre en séance, a exprimé l'intérêt qu'il portait aux événements d'Espagne et à l'indication que Franco demandait à prendre part aux discussions de la paix. Le conseil est d'avis que dans aucune circonstance il ne soit accepté qu'un Etat fasciste entre dans le comité des Nations Unies.

A l'issue des discussions au sujet de la reconstruction du monde, le comité a adopté les décisions suivantes : « Le conseil exécutif général des transports émet l'opinion que l'existence d'une Espagne fasciste constitue une menace pour les peuples d'Europe et demande une action immédiate afin de cesser toutes relations diplomatiques et commerciales avec l'Espagne, ayant le sentiment que la paix telle qu'elle a été prévue à la conférence de Crimée ne sera assurée que lorsque le gouvernement actuel de l'Espagne sera remplacé par une grande démocratie populaire. »

Paris 26 Septembre. — Les milieux républicains de Paris confirment la nouvelle selon laquelle M. Horacio Prieto et M. Leiba appartenant à la Confédération National du Travail (C. N. T.) ont été agréés comme ministres représentants de cette organisation dans le sein du gouvernement républicain espagnol du Mexique.

Londres, 25 septembre. — Dans un discours radiodiffusé, lundi soir, vers les Etats-Unis, le professeur Harold Laski, président du parti travailliste, a proposé que les Alliés retirent la reconnaissance officielle au régime de Franco.

M. Laski a ensuite accusé les hommes d'Etat alliés d'avoir rendu possible, par leur hypocrisie, la victoire de Franco, et d'être responsables des souffrances du peuple espagnol.

— Les exécutions continuent sur une échelle massive, la torture est chose courante pour les républicains qui tombent aux mains des franquistes, les prisons sont toujours remplies d'hommes et de femmes dont le seul crime est d'avoir rêvé à leur droit d'être libres.

» Le régime de Franco est un poison pour la communauté des peuples libres, la monarchie ne peut non plus constituer une solution au problème espagnol, estime Laski, car même en exil la république est toujours vivante. Avec l'aide et le bon vouloir des Nations Unies, un gouvernement uni, groupant toutes les forces populaires, pourrait se former, qui briserait rapidement le pouvoir chancelant de Franco.

SOLIDARITE CATALANE
11, avenue Marceau, 11
PARIS - XVI

S. P. I., 4, Rue Saulnier — PARIS

Les nouvelles les plus invraisemblables sont parfois données par la presse au sujet de la Catalogne et des hommes qui la dirigent par l'intermédiaire de ses forces politiques et autres groupements. C'est à tort que l'on considère souvent comme acquis l'appui des catalans à telle ou telle politique suivie par une fraction de l'opinion espagnole. On semble vouloir ignorer que les catalans ont toujours maintenu une position tout à fait particulière. Les catalans, il est vrai, appuient tous sans distinction la République; aucun parti monarchiste ou fasciste n'est jamais apparu sur la scène politique catalane. Mais la source de ce puissant sentiment républicain, il faut la chercher dans la voie de liberté nationale que la République avait su nous ouvrir.

Pour illustrer cette conscience nationale, principal ressort politique de la Catalogne, nous avons réuni des extraits des manifestes parus à l'intérieur et à l'extérieur de la Catalogne. Ils sont une synthèse de la pensée catalane, face à laquelle aucune tergiversation n'est possible.

Le Front National de Catalogne, mouvement de la résistance, dans un manifeste clandestin de Janvier 1945, rédigé et diffusé à Barcelone, dit :

Le Front National de Catalogne, qui refuse de se laisser enfermer dans un quelconque dogmatisme intransigeant, croit interpréter les sentiments des catalans en n'admettant pas, en quelque sorte, l'hypothèse de la volonté de la Catalogne. Il n'admet pas non plus une légalité qui se refuserait à la révision. Dans la nouvelle structure de la Catalogne et de l'Espagne, la Catalogne doit se manifester et personne ne pourra lui contester son droit à l'autodétermination.

Le Front de la Liberté, le Mouvement de la résistance catalane et le Mouvement Socialiste de Catalogne ont diffusé un manifeste le Onze Septembre 1945 sur le territoire catalan :

En ce Onze Septembre, — dit ce manifeste, — il convient de faire ressortir la mission péninsulaire et méditerranéenne de la Catalogne dans l'Europe future. Le Onze Septembre, à travers la prisme de la résistance à la réaction espagnole, marque une phase dans la réalisation de notre libération définitive. La résistance socialiste incarne la volonté d'assurer la liberté nationale à tous les peuples de la Péninsule, ce qui est le désir et la mission traditionnelle de la Catalogne.

«SOLIDARITE CATALANE», dans son manifeste diffusé à l'occasion de sa constitution, disait :

Si nous voulons éviter dans l'avenir une démolition de la Catalogne, il faut que nous sachions dès maintenant faire jaillir l'espoir de tous autour du sentiment national, qui marque une conception supérieure de notre peuple. Il faut donc, guider les différents intérêts spirituels et matériels en les inspirant de la mission qu'ils ont à remplir : donner naissance à la nouvelle Catalogne. Et que, par cette nouvelle Catalogne, nous soit garanti notre droit de peuple à disposer de nous-mêmes et, à la République, l'exercice permanent de la vo-

lonté démocratique. C'est parce que ni la Constitution de 1931, ni le Statut d'autonomie ne satisfont pas pleinement nos aspirations que nous affirmons notre volonté d'en chercher la réforme par des procédés démocratiques.

Le groupe des catalans de New-York s'est adressé à la Conférence de San-Francisco. Il déclarait notamment :

«Nous voulons que nos droits de Nation soient reconnus. Nous voulons que la Catalogne, par sa détermination, soit libre de s'unir au reste de la Péninsule et de procéder à sa réorganisation politique. Une fois libre et dûment reconnue en tant que Nation, la Catalogne sera en position de réaliser la Confédération d'Etats Ibériques sous la base d'égalité de droits et d'association volontaire dans laquelle la Catalogne, l'Euzkadi, la Galice, l'Espagne et le Portugal pourraient participer.»

Le Conseil National de Catalogne qui, sous la Présidence de M. Carles Pi Sunyer a dirigé de Londres l'action d'une bonne partie de l'émigration, a publié le 24 Août 1944 un manifeste dans lequel il disait :

«Nous proclamons le droit à la liberté pour chacun de nous ainsi que le droit de nous unir en une fédération, catalans, valenciens et majorquins si telle est notre volonté. Par dessus tout, notre devoir est d'affirmer et de faire triompher la volonté de la Catalogne. Celle-ci a pour formule politique le principe d'autodétermination. Nous croyons arrivée l'heure d'une profonde transformation de la structure espagnole et les catalans aideront avec enthousiasme les hommes d'états qui sauraient et voudraient créer la nouvelle Hispania : une communauté ayant pour base l'indépendance de chacune des nationalités et l'interdépendance de toutes. Ainsi chacune pourra régir librement sa propre vie, et toutes chercheront ensemble les solutions aux problèmes d'intérêt commun.»

Un manifeste de l'Union des Catalans de Santiago de Cuba dit :

«Nous luttons pour notre indépendance mais cela ne nous empêche pas de reconnaître le droit qu'ont aussi les autres peuples de se délivrer de leurs oppresseurs. Cela ne nous empêche pas de coopérer avec les autres peuples d'Ibérie, ni avec ceux d'une autre quelconque partie du monde qui luttent pour le triomphe de la même cause. Un peuple qui demeure esclave ne peut pas parler de libertés.»

Le groupe catalan du Mexique ENLLA (Au delà), dans un manifeste publié en Août 1944 sous le titre : «La Catalogne pour l'indépendance des peuples et le socialisme», déclare :

«Il est indispensable que la Catalogne et les autres peuples péninsulaires puissent déterminer d'une façon souveraine leur avenir. Mais, il faut pour arriver à cette éclipse, désintégrer l'appareil de l'Etat espagnol car il est impossible à un peuple de faire prévaloir sa souveraineté lorsque son territoire est occupé militairement. Nous n'aspirons cependant pas à un isolement catalan. Nous voulons la solidarité avec tous les peuples du monde. Nous aspirons à une Confédération des peuples ibériques.»

La situation économique des pays ibériques est grave

Toutes les nouvelles nous parvenant de la Péninsule prouvent le caractère inquiétant d'une situation économique qu'une sécheresse persistante est venue encore aggraver. En effet, la Catalogne n'a pas eu plus de trois jours de pluie depuis le jour de l'An et certaines régions espagnoles n'ont reçu aucune pluie depuis un an.

A la débauche d'un régime qui se sait perdu est venu s'ajouter un nouveau malheur. Le gouvernement franquiste qui n'a pas su réorganiser le pays se voit aujourd'hui incapable d'endiguer les effets de cette intervention devastatrice inattendue. Comment pourrait-il atténuer les conséquences du désastre sur la situation des classes les plus humbles de la nation, alors que, en six ans de paix intérieure, le régime n'a pas même été capable de rebâter la moitié des bâtiments détruits? Les ponts reconstruits sont rares. Les routes secondaires n'ont pas été entretenues depuis 1936. La vitalité économique du pays s'en trouve affaiblie d'autant plus. Les chemins de fer ne fonctionnent pas encore régulièrement et le nombre de wagons et locomotives reconstruites est purement dérisoire.

Depuis longtemps, l'industrie catalane a été contrainte de réduire sa production de moitié. On travaille trois jours par semaine et déjà certaines industries ont été averties de se préparer à un travail de deux jours. Conséquence, la rareté des produits fait monter les prix en flèche. Les ouvriers ne touchant que le salaire des journées de travail, il a fallu finalement intervenir et certaines compensations ont cru être trouvées par une augmentation du salaire. Mais toute nouvelle augmentation ou allocation est engloutie du fait de la hausse vertigineuse des prix.

Tout le monde connaît l'énormité des prix courants au marché noir de la Péninsule. Les ouvriers, même lorsqu'ils touchent leur semaine au complet, ne peuvent mener une vie honorable. C'est avec crainte que la population laborieuse des villes envisage le prochain hiver.

A titre de renseignement, nous fourniront les suivants chiffres qui illustreront avec précision les difficultés matérielles de la population :

En 1936 il fallait 700 pesetas pour vivre confortablement mais non luxueusement. Aujourd'hui il en faut 4.000 pour mener le même train de vie. Si l'on tient compte que les salaires à l'époque étaient de 200 à 400 pesetas par mois et qu'aujourd'hui ils ont été portés à 700 ou 800 pour les travailleurs spécialisés, .. dont un huitième est à retirer pour l'Etat, .. le lecteur se rendra compte de la gravité de la situation.

La récolte d'huile a été déficitaire. Le ministre du Commerce et de l'Industrie s'est adressé à la population, dans un discours de la plus pure tradition phalangiste. Nous déplorons, a-t-il déclaré, un déficit dans la production d'huile, consécutif à l'abandon dans lequel fut tenue l'agriculture pendant la domination des «rouges». C'est-à-dire, qu'à la sixième récolte, précisément la moins satisfaisante, on s'est aperçu que les «rouges» n'avaient pas bien soigné les oliviers. Une augmentation du prix de l'huile s'est fait tout de suite sentir. Les tarifs des transports ont été également augmentés d'une façon irrégulière ce qui a pour résultat de créer des différences

11 Septembre date de foi Nationale

Les Catalans d'aujourd'hui n'ont pas encore leur fête nationale. Celle-ci, si elle existait, devrait commémorer une journée de victoire et de liberté nationale, qui n'existe plus depuis le 11 septembre 1714. Par contre, nous avons plusieurs dates qui la remplacent. Le 27 avril, on fête la patronne de la Catalogne, Notre-Dame de Montserrat. La Saint-Georges, patron de la Catalogne, tombe le 23 avril. Mais le jour où la Catalogne fut abattue est certainement celui qui est le plus enraciné dans le cœur des Catalans d'aujourd'hui, qui remontent avec foi et courage la pente du gouffre où le destin adverse nous avait jetés.

La mort de Charles II d'Autriche (1700), mit aux prises l'archiduc Charles d'Autriche et le duc d'Anjou, Philippe. Le premier comptait sur l'appui de son père, le deuxième sur celui de son grand-père, le roi Louis XIV de France.

Avec l'avènement de Philippe V au trône, le mécontentement s'étendit sur l'ensemble du territoire, qui avait formé la confédération catalano-aragonaise. Le roi Philippe prétendait, en effet, unifier le royaume et faire disparaître, par une centralisation abhorrée, les institutions existantes et qui, aujourd'hui, seraient considérées comme émanant d'un principe fédéraliste. L'esprit de liberté et d'indépendance des Catalans, Valenciens et Aragonais était assez vif pour que la résistance armée devint une réalité.

L'Angleterre et la Hollande appuyaient les prétentions de l'archiduc Charles d'Autriche, espérant ainsi empêcher un accroissement de la force de la maison régnante en France, qui devait fatalement se produire avec l'accession au trône de Philippe. En 1704, la flotte anglaise débarqua l'archiduc Charles à Lisbonne. Le 1er août elle se rend maîtresse de Gibraltar. Les Anglais se décidèrent à enlever l'archiduc en Catalogne, où la population se soulève en sa faveur. Le 9 octobre 1705, la Catalogne donna à l'archiduc Charles le titre de souverain.

Lorsque l'archiduc Charles devint empereur d'Autriche à la mort de son frère l'empereur José Ier, (1711), l'alliance avec les Anglais et les Hollandais souffrit un revirement ; ceux-ci lui imposèrent de renoncer à la couronne d'Espagne. Lorsqu'il accepta, Charles VI d'Autriche posa une condition : l'indépendance de la Catalogne. Mais, malgré

de 40 pour cent dans le prix des produits d'une ville à l'autre.

Il est normal que, dans ces conditions spécialement défavorables à la population des villes industrielles catalanes et basques, .. la campagne a comme toujours fait des réserves qui lui permettent de faire face à la situation, .. une continuelle agitation règne contre le régime. Les journaux clandestins y circulent à profusion, et la résistance s'organise de plus en plus sous la bannière des nationalismes démocratiques catalan et basque.

l'évident désir de l'empereur de sauver la nation qui lui était restée fidèle, l'accord se réalisa sans aucune garantie pour la Catalogne.

Celle-ci donna alors la preuve qu'elle ne menait nullement la lutte pour l'une ou l'autre des dynasties, mais uniquement pour défendre sa liberté nationale. Elle seule continua la lutte et ce n'est qu'après avoir subi un siège de quatre cents jours que la capitale de Catalogne succombait devant les armées alliées des rois Philippe V d'Espagne et Louis XIV de France.

Ce fut le 11 septembre 1714 que l'armée catalane fut vaincue aux portes de Barcelone, après une lutte menée par le peuple avec, à la tête du gouvernement, le « Conseiller en Cap » Rafael de Casanova. Celui-ci fut blessé grièvement au cours de la bataille, mais survécut à ses blessures.

Tricard de Belmont, dans son « Histoire de la dernière révolte des Catalans », dit :

« Il était difficile de comprendre que des artisans, des étudiants et des gens du peuple puissent montrer autant de courage et se battre si longtemps, avec autant de vaillance. » Voltaire, Folard, écrivain militaire français, le général de Quincey, Garçon et aussi le duc de Berwick, qui commandait les forces de Louis XIV, ont reconnu les sacrifices consentis par les Catalans de l'époque pour ne pas tomber en esclavage.

L'esclavage vint, en effet. Le décret de « Nova Planta », promulgué par Philippe V, vint remplacer les lois qu'un peuple libre s'était données depuis des siècles. Symbole de l'oppression, les Catalans furent contraints d'attacher par une chaîne le couteau qui leur servait à couper le pain. Le drapeau catalan, drapeau millénaire, disparut jusqu'à notre Renaissance. Au dernier siècle, lorsque celle-ci devint une réalité, les Catalans montrèrent qu'ils n'avaient pas oublié le héros de ces journées, Rafael de Casanova, qui était tombé à la tête de son peuple. Un monument lui fut érigé à Barcelone. L'endroit devint, par la suite, un lieu de pèlerinage national.

Franco, Philippe V moderne, auquel l'Espagne a donné vie, a, dans un nouveau sursaut de rage unitaire et centraliste, enchaîné à nouveau la Catalogne. Il n'a pas oublié le « Nova Planta ». En effet, le dictateur s'est empressé de détruire le monument que la Catalogne avait érigé à son héros national.

C'est cette date que tous les Catalans exilés en France viennent de célébrer par des actes patriotiques. Ils ont affirmé une fois de plus leur volonté de reconquérir la liberté que nos ancêtres de 1714 avaient perdue dans une lutte qu'ils savaient sans espoir. Nos ancêtres, en 1714, défendaient cette même liberté pour laquelle nous nous sommes battus il y a neuf ans.

Presque tous les journaux catalans de cette semaine ont fait coïncider la parution de leur journal avec la date du Onze Septembre, date de signification nationale pour la Catalogne. Ainsi, «OPINIONS», organe du Front National de la Résistance catalane, écrit:

«Les catalans, qui, de 1706 à 1714, ont lutté contre les castillans dirigés par le néfaste et présomptueux Philippe V, ne luttaient pas pour l'archiduc Charles par attachement à un descendant de la maison d'Autriche, mais parce que cette lutte menait au renforcement du régime de la liberté nationale dont nous jouissions alors. Avec nous luttèrent le Pays Valencien et l'Aragon. La Castille, elle, se mit tout de suite aux côtés de Philippe qui représentait l'instauration d'un régime centralisateur et égalitaire. Cette lutte menée par les catalans de l'époque était déjà une lutte pour la liberté et non une marque de sympathie ou de préférence pour une dynastie. C'était une lutte où nous perdîmes notre liberté nationale. C'est pour cette même liberté que nous luttons hier et c'est encore l'étranger qui nous l'a arrachée... mais pas pour longtemps.

«ENDAVANT» (En avant), organe du Mouvement Socialiste de Catalogne, commémore ainsi la date du Onze Septembre:

De même, — dit l'éditorialiste, — que la classe laborieuse fait de chaque premier de Mai le symbole, non seulement des victoires acquises, mais aussi des victoires à venir, de même le Onze Septembre restera pour nous et pour la Catalogne le jour de la chaîne Libération Nationale. Nous associerons à cette commémoration les autres peuples ibériques, avec lesquels l'histoire, la géographie, l'économie et la volonté nous maintiennent en communauté et pour la libération desquels la Catalogne a le devoir et la nécessité de s'ériger en défenseur et en guide.

La «HUMANITAT», organe du parti Gauche Républicain de Catalogne, rend compte dans son dernier numéro d'un Congrès que la jeunesse de ce parti (JEREC, Jeunesse de Gauche Républicaine d'Etat Catalan) a tenu récemment à Montauban. Plusieurs discours des chefs de cette organisation y sont reproduits. M. Josep Sans, Secrétaire Général provisoire de la JEREC, traitant de la participation de la jeunesse à la lutte pour la démocratie, déclare:

«Il faut préparer les jeunes aux tâches futures, leur donner la faculté de se faire un jugement juste de chaque problème concret.

Plus loin, M. Sans expose le rôle essentiel de la jeunesse, et la leçon qui se dégage de la guerre en Europe. Si les peuples que l'on accusait d'être vieux, dit-il, n'ont pas été vaincus, c'est que les vieux politiques ont dû céder dans la lutte la place aux jeunes.

«Lluita» (Lutte), organe officieux du Parti Socialiste Unifié de Catalogne, traite dans son éditorial des possibilités de son adhésion au pacte de Solidarité Catalane. Il convient de remarquer que cette organisation est la seule qui se tienne en dehors du bloc national catalan représenté par Solidarité Catalane. L'éditorialiste reconnaît

Nous avons cru opportun d'aller visiter l'ancien Président du Gouvernement catalan, M. Tarradellas, afin de donner à nos amis un aperçu juste de son opinion en ce qui touche les problèmes républicains et catalans d'actualité.

Cette démarche était d'autant plus nécessaire, que M. Tarradellas, on le sait, avait décliné l'offre de participation au Cabinet Giral. Il avait en outre fait des déclarations au journal parisien «COMBAT» en date 7 Septembre. Ces déclarations reproduites par COMBAT causèrent une certaine surprise parmi les catalans et parmi les républicains espagnols.

Ce bulletin ayant pour le but d'informer exactement nos amis français et autres, nous avons voulu exposer clairement l'opinion de l'ancien Président, M. Tarradellas, qui est toujours secrétaire général du parti Gauche républicaine de Catalogne.

M. Tarradellas a bien voulu nous fournir des notes sur ses déclarations.

«Si je n'ai pas accepté de participer au gouvernement Giral, .. déclarait notamment M. Tarradellas, .. cela ne veut pas dire que mon Parti refuse d'y collaborer. C'est simplement que le dit gouvernement n'offre pas cette large base que j'estime personnellement indispensable à la coordination de tous les efforts contre Franco. La formation du gouvernement Giral a été apprise avec joie par tous. C'est le premier pas vers ce noyau où doivent se concentrer d'autres forces politiques et sociales, telles que les droites républicaines, les communistes et les syndicalistes».

En effet, le parti de M. Tarradellas participe au gouvernement Giral en la personne de M. Santaló, ministre de l'Education Nationale. Aussi peut-on remarquer le mal fondé de l'interprétation qui a été donnée à la pensée politique de M. Tarradellas. Les socialistes espagnols sont, en effet, large-

ment représentés au Cabinet Giral. On se souvient que «COMBAT» donnait cette représentation comme absente du Cabinet.

Pour ce qui concerne la Catalogne, M. Tarradellas fut plus explicite et plus catégorique que le journaliste ne le laissa entendre. C'est à juste titre que les catalans ne reconnaissent plus les paroles auxquelles M. Tarradellas les a habitués. Ainsi, par exemple, traitant de l'avenir de la Catalogne, il disait:

«Il est évident que la Catalogne n'est pas satisfaite des lois qui régissent sa vie politique. Nous désirons pour notre Patrie une liberté plus large. Nous sommes convaincus que cette liberté entrera en sa réalisation; c'est pour cela que nous, les catalans, nous sommes absolument loyaux et pleins d'enthousiasme envers le régime républicain en Espagne. Nous souhaitons une plus large souveraineté en Catalogne, parce que c'est le désir de notre peuple. Ces six années de brutale repression, faisant suite à des années de lutte et sacrifices, nous prouvent que ce sentiment de liberté nationale est toujours vivant parmi notre peuple».

Au sujet de la Constitution de la République de 1931, M. Tarradellas ajoutait finalement:

«Nous acceptons la Constitution de 1931 et ses lois fondamentales. Mais il est évident qu'il faudra aller vers une modification assez profonde. Pendant ces quatorze dernières années, il y a eu trop de changements dans le monde pour que l'on puisse maintenir les lois de 1931. Mais, désirant éviter que le pays soit à nouveau plongé dans des luttes intestines, nous pensons qu'une seule solution s'impose: tant que la Constitution de 1931 ne sera pas modifiée par des moyens démocratiques, elle doit être respectée par tous.

la nécessité de renforcer l'action des catalans par une action commune. Toutefois il fait des réserves et pose des conditions pour son adhésion au Pacte catalan. Il déclare incompatible la présence du P.S.U. de C. aux côtés des hommes qui animent l'un des deux fronts de résistance. Cette animosité a ses origines dans les débuts de la guerre civile et rien n'est plus à déplorer que de voir de tels problèmes soulevés à un moment où l'unité est plus nécessaire que jamais !

«L'adhésion au pacte de «Solidarité Catalane», dit-il, celle-ci débarrassée de certaine participation, représenterait un pas décisif vers l'unification effective des forces catalans. La constitution du gouvernement catalan est l'autre tâche urgente qui doit être réalisée dans le plus bref délai.

«CANIGO» (Canigou), Bulletin d'information de la Société des Amis de la Catalogne, se révolte contre des solutions au problème ibérique qui ne tiendraient pas compte des désirs de la population:

«Il faut que nous soyons vigilants si nous voulons que la chute prochaine de Franco ne serve pas à une minorité audacieuse, laquelle, profitant d'une certaine négligence de la part des républicains, pourrait essayer d'imposer par la force un régime dont le peuple ne veut pas non plus. Nous ne voulons ni Conseil de régence, ni Co-

mité militaire adverse des exilés ou de ceux qui, à l'intérieur poursuivent une lutte clandestine. Un gouvernement provisoire républicain à Madrid et des gouvernements provisoires autonomes à Barcelone et Bilbao peuvent seuls présider à des élections où le peuple exprimera librement et démocratiquement sa volonté souveraine».

Un nombre important de publications clandestines nous sont parvenues de Catalogne. De nombreuses feuilles volantes commémorent la fête nationale du Onze Septembre. Digne de remarque est une revue clandestine du Front Universitaire de Catalogne qui paraît tous les mois et dont le titre est «ORIENTACIONES». Dans son éditorial, l'organe des étudiants catalans traite de la tâche que la jeunesse s'est assignée:

«Le Front Universitaire de Catalogne, .. écrit «ORIENTACIONES», .. se fait l'écho des sentiments de l'authentique jeunesse catalane dont le coeur bat à l'unisson de ceux des jeunes héros des Nations Unies. Nous aussi, nous avons apporté notre présent à l'autel du sacrifice pour un monde plus heureux et plus juste. Nous fortifions encore notre esprit pour apporter dans la lutte que nous poursuivons un maximum de sagesse et de sérénité. Mais, nous fortifions aussi nos muscles, car la Catalogne aura besoin de nous tous, et pour la servir, tous nos actes doivent être inspirés par le même impétueux élan».

Le gouvernement de la République espagnole

BDIC

M. Fernando de los RIOS

Professeur d'Université, écrivain et philosophe bien connu, fut ministre du premier Gouvernement de la République, en 1931, et représenta l'Espagne comme ambassadeur à Washington. Il appartient au Parti Socialiste.

M. Manuel de IRUJO

Avocat. Ancien Ministre de la Justice en 1937. Il représente au sein du Gouvernement le parti Nationaliste Basque.

M. Lluís NICOLAU D'OLWER

Professeur d'Université. Membre de l'Union Académique Internationale. Ministre dans le premier Gouvernement de la République en 1931. Gouverneur de la Banque d'Espagne de 1936 à 1939. A été emprisonné sous Vichy et par la Gestapo en France. Appartient au parti d'Action Catalane Républicaine, mais il est ministre en tant que personnalité indépendante.

M. Manuel TORRES CAMPANA

Avocat. Député aux Cortés, ancien sous-secrétaire d'Etat. Il a la représentation du parti d'Union Républicaine, dont le Président est M. MARTINEZ BARRIO.

M. le Président

José GIRAL

Ancien président du Conseil en 1936, est docteur en pharmacie et appartient au parti de la Gauche républicaine, dont le Président et fondateur fut le Président Azaña.

M. Angel OSSORIO
Y GALLARDO

Avocat. Ancien Ambassadeur d'Espagne à Paris. Fondateur du Parti Démocrate Catholique en Espagne. Actuellement sans parti, appartient au Gouvernement en tant que personnalité indépendante.

M. Juan HERNANDEZ
SARAVIA

General de l'armée espagnole, commanda plusieurs secteurs pendant la guerre civile et fut le chef de la Maison militaire du Président Azaña. Il appartient au parti de la Gauche républicaine.

M. Augusto BARCIA

Avocat. Ancien Président du Conseil en 1933; plusieurs fois Ministre. Il appartient également au parti de la Gauche républicaine.

M. Miquel SANTALO

Professeur de Normale. A été premier ministre du Gouvernement de Catalogne et ministre de la République. Il représente dans le Gouvernement le parti de la Gauche Républicaine de Catalogne.

M. Alvaro de ALBORNOZ

Avocat. Ministre dans le premier Gouvernement de la République, en 1931. Ancien ambassadeur d'Espagne à Paris. Membre du parti de la Gauche Républicaine.

M. Trifon GOMEZ

Militant du parti Socialiste Ouvrier Espagnol, il est un des dirigeants de l'Union Générale des Travailleurs, dont il apporte la représentation au sein du nouveau Gouvernement, et qu'il a également représentée à la Conférence Syndicale Internationale de Londres. Député aux Cortés et ancien sous-secrétaire d'Etat.

Les pays ibéro-américains rompent avec Franco

La « Voix de l'Amérique », dans son édition du 29 août, annonça le premier que le gouvernement du Mexique venait de reconnaître le nouveau gouvernement républicain présidé par M. Giral. M. Manuel Tello, secrétaire par intérim du ministère des Affaires étrangères du Mexique, a reconnu le gouvernement exilé en réponse à une lettre que lui avait adressée M. Fernando de los Rios, ministre des Affaires étrangères dans le Cabinet Giral. Le Mexique a été le premier pays à reconnaître le gouvernement républicain. On s'attend à ce que divers pays d'Amérique du Sud et d'Europe suivent son exemple.

Mexico 14 Septembre. — Le gouvernement du Panama a reconnu le nouveau gouvernement républicain espagnol. Les milieux ré-

publicains s'estiment très satisfaits de cette nouvelle. On n'ignore pas, en effet, les attaches et l'accord complet qui sont à la base des relations entre ce pays et les Etats-Unis qui y possèdent tant d'intérêts, notamment le canal de Panama.

Mexico 29 Septembre. — Le gouvernement de la République du Chili vient de rompre ses relations avec le gouvernement du dictateur Franco.

Cette décision a été prise à l'unanimité au cours de la dernière réunion du gouvernement chilien.

Mexico 30 Septembre. — Une nouvelle république ibéro-américaine vient de rompre ses relations avec le gouvernement du général Franco. Il s'agit, en effet, de la Républi-

que de Bolivie. On estime dans les milieux républicains exilés que la reconnaissance par cette même République du gouvernement républicain du Mexique ne saurait tarder.

México 30 Septembre. — Les milieux républicains du Mexique attachent une grande importance à la conférence annoncée pour le 20 Octobre et au cours de laquelle se réuniront tous les ministres des Affaires étrangères ibéro-américains.

On sait, en effet, qu'une proposition visant la suspension collective de relations normales entre leurs pays respectifs et l'Espagne franquiste y sera déposée par un des représentants et mise à l'étude.

SOLIDARITE CATALANE
11, Avenue Marceau, 11
PARIS - XVI*

